

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES BANQUES EN ROUMANIE

L'INSTITUTION D'ÉMISSION ET LES BANQUES COMMERCIALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 10 juin 1915 à 3 heures

PAR

ERNEST ÉNE

Président: M. TRUCHY, professeur

*Suffragants: { M. SOUCHON, professeur.
 { M. RIST, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

DROIT, JURISPRUDENCE, ÉCONOMIE POLITIQUE, ÉCONOMIE SOCIALE

ROUSSEAU & Cie, ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT (5^e)

1915



THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES BANQUES

EN ROUMANIE

L'INSTITUTION D'ÉMISSION ET LES BANQUES COMMERCIALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 10 juin 1915 à 3 heures

PAR

ERNEST ÉNÉ

Président: M. TRUCHY, professeur

*Suffragants: { M. SOUCHON, professeur.
 { M. RIST, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

DROIT, JURISPRUDENCE, ÉCONOMIE POLITIQUE, ÉCONOMIE SOCIALE

ROUSSEAU & Cie, ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT (5^e)

1915





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552830_0025

*A ma sœur Zoé,
A mon beau-frère Eugène,*

*En témoignage de vive affection et de profonde
reconnaissance.*

INTRODUCTION

Le milieu économique

Institutions économiques qui ont le double but de servir d'intermédiaire entre les capitaux cherchant un revenu, et le travail ou le désir de consommation cherchant des capitaux, et d'échanger entre eux les différents instruments de circulation et de crédit que l'Etat ou la vie économiques créent, *les Banques* sont par leur nature et fonction même étroitement liées au milieu économique dans lequel elles prennent naissance et où elles vivent.

Si leur mission économique demeure en général la même partout, leur organisation, leurs moyens d'action et leur fonctionnement sont déterminés par les conditions économiques et sociales du milieu spécial. On aime à dire que le crédit est l'instrument le plus précis et le plus sensible pour signaler tous les mouvements de la vie moderne. Les banques qui, principalement, ne font qu'acheter et vendre du cré-

dit devront ressentir elles aussi toutes les fluctuations du crédit et chercheront toujours — c'est une question de vie pour elles — à se conformer à lui.

Il est donc évident que l'organisation du crédit dans un pays agricole, par exemple, sera différente de celle d'un pays industriel, car le nombre des capitaux, leur circulation, leur emploi, les nécessités et les conditions du crédit, les relations financières avec l'étranger présenteront des différences bien marquées entre les deux pays.

« L'organisation du crédit d'un pays, dit M. le Dr E. Kaufmann, exerce une grande influence sur son économie nationale; cependant *cette organisation est en elle-même le produit du développement économique de ce pays*. Par suite il est nécessaire, pour arriver à la compréhension complète de l'organisation de la Banque en France, de faire une étude sommaire du développement récent de l'économie nationale française. » (1)

En suivant cette méthode que beaucoup d'auteurs, qui ont traité la question des banques, ont eu le tort de négliger, nous essayerons d'abord de peindre le tableau économique de la Roumanie moderne, sans trop nous attarder à faire des investigations dans le passé, qui nous éloigneraient de notre sujet.

(1) Dr E. Kaufmann, *La Banque en France*, 1 vol, Paris, Giard et Brière, 1914, p. 38.

Nous ne commencerons qu'ensuite l'exposé de l'organisation du *crédit mobilier* dans le même pays.

*
* *

Occupant dans le sud-est de l'Europe un territoire d'une surface de 139.113 kilomètres carrés, y compris les régions annexées lors de la seconde guerre balkanique, la Roumanie avait en 1913 une population de 7.351.665 habitants. La grande majorité de cette population — 6.015.922 habitants ou 81.8 o/o du total — habite la campagne et donne la caractéristique économique du pays, par son occupation à peu près exclusivement agricole. Cette caractéristique est confirmée d'ailleurs par l'importance de la production agricole vis-à-vis de la production industrielle. Pour les cinq dernières années (1909-1913) la valeur annuelle des produits agricoles a oscillé entre 1.055 millions francs et 1.394 millions francs, pendant que la valeur de la production industrielle s'élevait pour 1910, par exemple, malgré l'augmentation inévitable des chiffres par le fait des mêmes valeurs enregistrées plusieurs fois, à 365 millions francs. (1)

(1) D. Nenitescu, *Exposé des motifs de la loi pour l'encouragement de l'industrie nationale*. Bucarest, 1912. Chambre des Députés. Cf. C. Stere, *Social-démocratism san poporanism*. Viata Romaneasca, 1907, Iassy.

Pour avoir le compte exact de l'activité industrielle en Roumanie, il faut retrancher de ces 365 millions la valeur du pétrole et des céréales qui y entrent pour 142 millions. Ainsi nous obtiendrons le chiffre de 223 millions francs, qui lui-même n'est constitué que pour une part infime par la valeur spécifique du travail industriel. Du total de l'exportation roumaine, qui, en 1912, s'est élevée à 642 millions francs, 538 millions — donc 84 o/o — représentaient la valeur des produits agricoles. Ces chiffres sont suffisants pour nous dispenser d'une quantité d'autres indices économiques, qui prouveraient la même chose.

En ajoutant à la valeur des produits agricoles et des produits industriels la valeur des matières premières extraites du sol roumain, nous obtiendrons un compte sommaire des richesses produites en Roumanie dans la dernière année pour laquelle nous avons des données statistiques (1913).

C'est le suivant :

	Valeur en millions francs.
Produits agricoles	1.346
Produits industriels.	223
Pétrole	132
Bois	30
Divers	469
Total	2.200

L'importance minime de l'industrie roumaine dans la production de ces richesses est loin de nous

satisfaire. Elle a été reconnue fâcheuse par le Parlement, qui a voté une série de lois pour l' « encouragement de l'industrie nationale (1) », qui accordent des avantages sérieux pour tous ceux qui veulent créer des industries dans le pays. En même temps, un régime douanier très protectionniste défend les débuts et le développement de chaque jeune industrie. Car, pour subvenir aux besoins de consommation et pour employer la force de travail, laissée libre par l'agriculture saisonnière, d'une population qui a un accroissement annuel de 16 ‰ (2), la création de nouvelles industries est indispensable. Mais il ne faut pas créer que les industries qui puissent utiliser et transformer les richesses naturelles du sol roumain ou qui, dans l'avenir au moins, pourraient produire sinon à meilleur marché que l'étranger, au moins avec une différence en plus qui ne dépasse pas les salaires et les dépenses restées dans le pays à la suite de la fabrication.

*
* *

Pour transporter ces produits et ceux qui les produisent, la Roumanie possédait en 1913 un réseau

(1) La dernière : « Loi pour l'encouragement de l'industrie nationale », promulguée le 13 février 1912.

(2) En Hollande, 15 4 ‰ ; en Allemagne, 14,2 ‰ ; en Belgique, 9,7 ‰ ; en France, 1,2 ‰. (Chiffres moyens pour la période 1901-1910.)

de lignes de chemins de fer de 3.665 kilomètres (en 1873, il n'y en avait que 648), appartenant à l'État et qui ont donné dans cette année un revenu de 112 millions de francs. Ce réseau, assez restreint quand on le compare à ceux des autres États dont la vie économique est plus développée, est, néanmoins, supérieur à celui de ses voisines, la Serbie et la Bulgarie. D'après le *Journal officiel de la République française* du 1^{er} janvier 1913, il y avait à cette date :

	Nombre de kilomètres.	Kilomètres par mille habitants.
En France	50.992	13
En Allemagne	62.692	9.7
En Belgique. . . .	8.775	11.8
En Roumanie	3.665	5.3
En Bulgarie. . . .	1.945	4.6
En Serbie.	936	3.3

Dans la même année, 38.454 navires d'un tonnage de 11.669.000 tonnes sont sortis de nos ports. Un grand programme de travaux pour compléter le réseau des chemins de fer et pour améliorer la navigation sur les rivières intérieures est déjà étudié et voté, et son exécution serait déjà commencée si la guerre mondiale n'avait pas troublé tous les plans.

Un mouvement postal, télégraphique et téléphonique, de plus en plus intense, démontre le progrès de l'activité commerciale. Dans l'année 1912-1913 ont été enregistrés par les bureaux de poste :

152.8 millions de lettres (1), 2.2 de mandats-poste (2) et 3 millions de télégrammes. Il est à remarquer que le nombre des correspondances postales était en 1890 seulement de 16 millions, ce qui donne une augmentation de 1.000 % en vingt ans. Dans le même laps de temps, la longueur des fils télégraphiques passait de 16.211 kilomètres à 24.073 kilomètres, et celle des fils téléphoniques de 3.797 kilomètres à 136.107 kilomètres.

La rapidité du développement a donc été surprenante et elle n'a pas atteint son maximum, car une fraction importante des richesses naturelles n'est pas encore exploitée.

*
* *

La production nationale annuelle que nous avons estimée à 2.200 millions de francs — M. Basile Minei, dans sa thèse récente, s'arrêtait à 2 milliards de francs (3) — fournit les éléments de l'échange tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, car la plupart des richesses dont elle est constituée ont été produites dans ce but. Voilà donc le mouvement que les monnaies et les instruments de crédit représenteront, mouvement qui passera pour une part

(1) Dont 2.6 pour la France et 2.1 pour l'Allemagne.

(2) Dont pour 4.6 millions de francs pour la France et 4.1 pour l'Allemagne.

(3) *La Banque nationale de Roumanie*, thèse pour le doctorat, 1912 ; Faculté de droit de Paris.

importante par les banques, en les faisant travailler et en y laissant un bénéfice pour l'intensification qu'il a subi.

« Les fondements de la richesse d'un pays — dit M. Raphaël Georges Lévy — sont l'agriculture et l'industrie. Le commerce des marchandises et celui des capitaux, qu'on désigne du nom de finance ou de banque, ne sont pas moins nécessaires au développement économique des nations ; mais le rôle du premier ne commence qu'après que la terre a fourni ses moissons, la mine ses produits, l'usine ses objets fabriqués ; et celui du second consiste à distribuer la monnaie ou le crédit aux entreprises de toute nature créées ou à créer. » (1)

*
* *

Comme pour tous les pays neufs qui commencent à ressentir les multiples besoins de la vie moderne, l'activité économique de la Roumanie, preuve de sa richesse et de la vitalité de sa population, se développe dans des proportions toujours plus grandes. Tous les chiffres de tous les chapitres de la statistique agricole, commerciale, industrielle ou fiscale augmentent chaque année. (2)

(1) *La force financière de la France. Revue hebdomadaire*, 13 mars 1913.

(2) Les revenus de l'Etat étaient en 1862 de 35 millions de francs, en 1902 de 239 millions, et en 1914 de 600 millions. Une augmentation de 1800 o/o en 52 ans.

Les petits capitaux indigènes et les capitaux étrangers se reproduisent et se multiplient incessamment. Après les dépenses pour la consommation journalière, après l'immobilisation demandée par de nouvelles productions à venir, après le paiement des dettes à l'Etat, il reste des revenus une quantité de numéraire qui varie suivant la prospérité plus ou moins grande de l'année. Quelle est cette quantité ?

Les possibilités d'économie des producteurs roumains sont encore restreintes, le nombre des capitaux en quête de placement n'est pas suffisant pour la demande. Le taux de l'intérêt, 7-12 o/o pour les prêts accordés par les banques, et 9-14 o/o pour ceux accordés par les particuliers, même sur des garanties très sérieuses, le démontre. Bien que supérieure à celle d'un passé assez récent, quand « l'intérêt oscillait entre 12-20 o/o, » (1) cette situation ne peut pas s'éterniser et tend à s'améliorer encore. Petit à petit, un capital nouveau commence à se former. C'est le capital accumulé par la petite épargne des villes et des villages. Les gens qui autrefois enfouissaient leur argent « sous les pruniers ou dans l'âtre » ont commencé à le porter d'abord à la Caisse d'épargne de l'Etat, ensuite aux petites sociétés d'économie, et depuis quelques années aux banques commerciales.

(1) Dr G. D. Creanga, *Die Finanzen Rumaniens und die Ergebnisse des neue Finanz politik der Ueberschsse*, p. 236.

Les capitaux placés en dépôts en 1912 s'élevaient à peu près à 500 millions de francs, répartis comme suit :

	En millions francs
A la Banque Nationale de Roumanie.	116.9
A la Caisse d'Épargne	61.1
Aux banques populaires	16.5
Aux petites banques,	60
Aux grandes banques (1).	200
	457.5

La puissance de l'épargne roumaine, comparée à celle des pays plus avancés, est encore très petite. Il suffit de citer qu'à la Caisse d'épargne du Danemark, qui est la moitié de la Roumanie, il y avait fin 1909 une somme de 996 millions francs, tandis qu'à la Caisse roumaine, il n'y avait à la même date que 60 millions. Mais il ne faut pas oublier que le développement économique du Danemarck a atteint depuis longtemps son maximum, tandis que la Roumanie n'en est qu'au commencement et que, de plus, une grande quantité de numéraire dort dans les caisses du public, qui n'est pas encore habitué à faire gérer ses capitaux disponibles par les banques. D'ailleurs la multiplicité des bonnes affaires ne laisse pas longtemps non employés les capitaux liquides.

(1) Toutes les banques ne publient pas le chiffre des dépôts. Ceux que nous donnons sont approximatifs.

*
* *

Si on rencontre des difficultés à estimer avec précision la quantité des capitaux disponibles, il n'est pas moins difficile de connaître le chiffre de la fortune mobilière (rentes et actions) de la Roumanie. Tout d'abord il faut remarquer qu'à la Bourse de Bucarest on ne cote aucune valeur étrangère. Même les valeurs nationales qui y sont cotées sont en grande partie dans des mains étrangères où elles ont été placées par les banques allemandes, autrichiennes et françaises qui les ont achetées. D'après une statistique publiée dans l'*Annuaire du commerce*, il y avait en Roumanie, en 1910, un nombre de 283 sociétés par actions particulières avec un capital-actions de 485,5 millions et un capital-obligations de 697,8 millions. Depuis, ce capital actions-obligations a été augmenté de 494 millions. En ajoutant le chiffre de 2.005 millions montant de la dette publique roumaine (1), on obtient un total de 3,682 millions francs, qui paraît être la fortune mobilière de la Roumanie, au commencement de l'année 1915. Les valeurs émises en Belgique s'élevaient en 1905 à plus de 13 milliards. (2) Le contraste

(1) D'après la *Semaine financière du Temps* (avril 1914), dans la période 1903-1914 la rente roumaine est la valeur d'État qui a subi la baisse la moins importante de toutes les autres valeurs similaires cotées à Paris.

(2) *La Belgique*, 1905, publication officielle de la chambre de commerce belge.

entre la physionomie économique de la Belgique, pays vieux, commercial et industriel, et de la Roumanie, pays neuf et agricole, explique ce grand écart.

La plupart des titres de rente roumaine, des actions des banques, des sociétés pétrolières, forestières ou d'assurances sont dans des mains allemandes. Il n'y a dans le pays qu'un quart au plus des rentes, une partie assez importante d'actions et surtout des lettres de gage émises par les établissements de crédit foncier. Cette considération nous détermine à affirmer que le chiffre des valeurs mobilières se trouvant actuellement en Roumanie ne dépasse que de peu le milliard.

Le matériel pour une grande activité boursière manque. En 1913, le total des titres d'état et des communes, négociés en bourse a atteint à peine 32 millions (1), opération d'un jour à la Bourse de Paris ou de Londres. D'ailleurs le rôle de la Bourse n'est pas connu du public, qui achète ou vend les titres aux guichets des banques, très souvent avec une perte de 2 ou 3 points sur le cours du jour. (2)

Les banques ne trouvent donc pas un trop large

(1) Compte rendu de l'activité de la Bourse de Bucarest, publié par la chambre de commerce de Bucarest.

(2) « Cette institution, disait G. Assan dans son rapport à la Chambre des députés (5 avril 1904), était un jouet dangereux dans les mains d'hommes inexpérimentés, et qui, inconsciemment, se laissaient conduire par quelques étrangers sans scrupules, mais connaissant ces affaires. »

champ d'action, ni dans l'agriculture, à cause de sa production saisonnière et lente, ni dans l'industrie, à cause de son peu de développement; ni dans les mouvements de la richesse mobilière. Le seul terrain qui lui reste est celui du commerce intérieur et des relations commerciales et financières avec les pays étrangers.

L'escompte du papier commercial émis en grande quantité par les commerçants (1), qui ayant peu de capitaux travaillent surtout avec le crédit, voilà la plus importante opération des banques roumaines. Les relations avec l'étranger ne sont pas loin d'avoir la même importance. Car, en faisant venir de différents pays les marchandises qui leur manquent, en empruntant des capitaux étrangers, en voyageant, les habitants de la Roumanie s'endettent vis-à-vis de ces pays et cette dette doit être payée. Tout l'or et l'argent se trouvant dans le pays ne pourrait suffire à l'acquittement du cinquième des sommes annuellement dues. Le paiement en monnaie étant impossible, il sera remplacé par l'envoi des produits roumains, qui obligeront les pays acheteurs envers nous. Ces deux dettes seront compensées par l'admirable mécanisme du change international, et très rarement un appoint en espèces sera nécessaire.

La compensation sera faite dans la majeure partie avec l'entremise des banques. Elles accomplissent

(1) En 1913 il y avait 130.597 patentaires.

ainsi une des plus importantes fonctions économiques.

Le total du commerce extérieur roumain s'élevait en 1911 à 1.261 millions francs (1), dont 570 millions pour l'importation et 692 pour l'exportation.

La confrontation de ces deux chiffres pourrait nous donner l'idée que la « balance commerciale », si chère aux mercantilistes, est favorable à la Roumanie, car l'exportation dépasse de 122 millions francs l'importation. Pour connaître la vérité et pour avoir des données précises en ce qui regarde le change, il faut établir le plus exactement possible la « balance des comptes ».

En dehors des 570 millions francs, que nous avons dû payer en 1911, pour les marchandises importées, nous avons payé à l'étranger dans la même année les sommes suivantes :

	Millions francs
3/4 de l'annuité de la dette publique roumaine . . .	74
Sommes envoyées par mandats-poste	24.5
Dividendes payés au capital étranger placé dans le pays	40
Somme dépensée par les Roumains à l'étranger. . .	8
Economies emportées par les ouvriers étrangers. . .	10
Importations	570
Total payé.	726.5

On voit donc que pour 1911 nous avons été plutôt les débiteurs que les créditeurs de l'étranger, comme

(1) Pour la période 1896-1900 il n'a été, en moyenne, que de 578 millions. Une augmentation donc de 50 o/o en 10 ans.

nous le faisait croire l'analyse sommaire de la balance du commerce. D'ailleurs, le cours des changes étrangers, qui se maintiennent toujours à un point au moins au-dessus du pair, nous le fait voir assez clairement.

Il est très intéressant de savoir, maintenant, comment se répartit entre les pays étrangers le commerce extérieur roumain; car, ainsi, nous saurons quelles sont les places financières avec lesquelles nos banques auront des opérations à faire et, en même temps, la quantité et la direction de ces opérations.

L'importation et l'exportation de l'année 1911 se sont réparties de la façon suivante :

PAYS	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		Excédent des exporta- tions + Excédent des importa- tions —
	Valeur en millions francs	0/0 du total	Valeur en millions francs	0/0 du total	
Allemagne	183.8	32.3	33	4.8	— 150.8
Autriche-Hongrie. . .	137	24.1	62.9	9.1	— 84.1
Angleterre	85.6	15	56	8.1	— 29.6
France	35.4	6.2	48.9	7.1	+ 13.5
Italie	28.6	5	49.6	7.2	+ 21
Belgique.	28.1	4.9	263.5	38.1	+ 235.4
Turquie	13.6	2.4	21	3	+ 7.4
Russie	13.5	2.4	7	1	— 6.5
Etats-Unis	12.9	2.3	2	0.1	— 12.7
Suisse	10.8	1.9	2	0.0	— 10.6
Hollande	4.8	0.8	77	11.1	+ 72.2
Autres pays.	43.3	5.5	35	3.9	— 8.3
	569.7	100	691.7	100	

Du tableau précédent, il résulte que les relations financières pour les paiements à l'étranger seront

plus développées avec les places de Berlin (dont l'importance est encore accrue par les participations à nos emprunts et à nos industries), de Vienne, Bruxelles, Londres, Paris, La Haye et Rome.

La dette de plus de 300 millions de francs que la Belgique et la Hollande ont contractée en 1911, et contractent d'habitude envers nous, nous a servi et nous sert pour l'acquittement d'une grande partie des paiements. Car, il est évident que « le paiement de ces dettes envers nous, — dit le *Bulletin statistique de la Roumanie*, n° 32-33, 1914, — ne se fait pas directement. Nos traites sur ces pays nous servent à payer les marchandises que nous avons importé en plus d'Angleterre, d'Allemagne, etc. Ces derniers pays payent au moyen des créances que nous leur cédon, soit leurs obligations envers la Belgique et la Hollande, soit envers d'autres pays qui sont débiteurs, à leur tour, de la Belgique et de la Hollande. Dans ces résolutions d'obligations, l'arbitrage international joue un grand rôle. » L'acteur qui le joue, c'est la Banque.

*
**

Après avoir vu rapidement quelles sont les richesses de la Roumanie actuellement mises en valeur, car celles qui l'attendent encore sont peut-être tout aussi importantes, après avoir vu quels mouvements impriment à ces richesses les nécessités et les lois économiques, voyons tout aussi succinctement quels sont les moyens de paiement,

quels sont les signes des valeurs qui rendent possible l'échange.

Pays monométalliste à l'étalon d'or et à système monétaire latin, la Roumanie ne possède qu'un stock peu important de monnaies d'or nationales. Jusqu'au 1^{er} avril 1912, il a été frappé seulement :

10.725.800	francs en monnaies d'or et	
65.260.065	— — — d'argent	
75.985.865	francs de monnaie métallique.	

Il est évident que cette quantité de monnaies ne peut pas être suffisante pour la vie économique d'une population de 7.3 millions d'habitants, car il reviendrait seulement 10 francs de monnaie par tête. Pour un nombre moindre d'habitants, la Belgique avait frappé jusqu'en 1905 des monnaies d'or pour une valeur de 598 millions de francs et des monnaies d'argent pour une valeur de 564 millions de francs. Et comme la circulation des monnaies étrangères d'or est très restreinte et celle des monnaies d'argent empêchée par la loi et par la limitation de leur pouvoir libératoire, d'autres moyens de payement ont dû être créés.

Les chèques, les compensations et les virements n'étant que très peu connus en Roumanie, parce que les banques les pratiquent rarement et le public ne les connaît point, il ne reste, pour subvenir aux besoins de la circulation des richesses, que les lettres de change et surtout les billets de banque. Les chapi-

tres qui suivront vont donner tous les détails sur cette question.

Pour le moment nous arrêtons ici l'aperçu général du milieu économique roumain, pour essayer de tirer quelques conclusions, et faire ressortir les conditions générales du crédit nécessaire et possible en Roumanie.

*
* *

Tout d'abord, du fait de l'importance de la richesse foncière, on peut déduire l'existence et la nécessité d'un grand nombre de prêts sur hypothèques. C'est ce qui explique le développement exceptionnel pris par le « Crédit foncier roumain », les crédits fonciers urbains de Bucarest, Iassy et Craïova, et par les prêts garantis par hypothèques que toutes les banques accordent.

Du fait de la lenteur inévitable de la production agricole, on peut conclure que même les prêts accordés pour la production immédiate doivent être à plus long terme que les prêts accordés à l'industrie ou au commerce.

Les grands acheteurs étant les agriculteurs, ils ne peuvent payer qu'à peu près à dates fixes et assez

(1) Le total des obligations émises par les divers crédits fonciers garantis par l'État (il n'y en a pas d'autres) était en 1912 de 810 millions. Leur capital social était assez restreint, à peine 25 millions, car ils sont constitués sur le principe de la garantie mutuelle des propriétaires,

espacées dans l'année, dates qui correspondent à l'époque de la vente des céréales, donc nécessité de crédit à long terme pour les commerçants aussi.

Ce dernier fait devrait être toujours pris en considération par les fabricants étrangers qui sont en relations avec le commerce roumain. Jusqu'à présent il n'a été compris que par les exportateurs allemands, et pas du tout par les exportateurs français, en particulier. D'où encore une cause de la conquête du marché roumain par les premiers.

Le chiffre élevé du commerce extérieur fait que le mouvement des traites et devises de l'étranger ou sur l'étranger soit intense et que les banques tirent de bons bénéfices de ces opérations.

Et enfin, l'analyse sommaire des conditions financières du marché roumain a fait ressortir l'insuffisance des capitaux nationaux vis-à-vis des richesses potentielles qui attendent une mise en valeur. Elle peut être faite avec la collaboration des capitaux étrangers. Mais cette collaboration, utile à tous, doit être organisée de telle sorte qu'elle s'accomplisse avec la sauvegarde des intérêts supérieurs et permanents du pays.

PREMIÈRE PARTIE

Institutions de crédit mobilier privilégiées par l'Etat

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION FINANCIÈRE EN ROUMANIE AVANT LA CRÉATION D'UNE BANQUE D'ÉMISSION

Jusqu'à la première moitié du XIX^e siècle, les deux principautés roumaines, la Moldavie et la Valachie qui, par leur union de 1859, ont fait la Roumanie moderne, avaient une vie économique rudimentaire. La population rurale qui les habitait produisait tout ce qu'il lui fallait, et rares étaient les cultivateurs qui, en dehors des céréales et autres produits agricoles ou d'industrie domestique nécessaires à l'entretien de leur « cour », produisaient quelque chose pour l'échange. Chacun se suffisant à peu près à lui-même — au point de vue économique — la circulation des richesses était, de ce chef, très restreinte.

Les quelques négociants qui importaient des armes ou des marchandises de luxe de Leipzig, de Lemberg, de Brasov ou de Venise, étaient payées en monnaies d'or turques ou autrichiennes. Ces monnaies, qui circulaient

en petite quantité dans le pays, y étaient apportées par les acheteurs du peu de céréales, miel, fromages et laine qu'on vendait, ou par les acheteurs de chevaux, qui avaient une réputation bien établie dans tout l'Orient.

La situation économique exposée et le fait que depuis le XVI^e siècle les deux principautés étaient tombées sous la suzeraineté des Turcs, ont empêché ces pays de sentir le besoin d'un système monétaire qui leur soit propre et de faire tous les efforts pour le créer.

Ces deux causes, et d'autres encore que nous n'avons pas le loisir d'exposer ici, ont fait que jusqu'en 1867, il n'y a pas eu de système monétaire roumain bien établi ni de monnaies d'or roumaines. On parle, il est vrai, dans un traité de Mircea le Grand (XIV^e siècle), prince de Valachie, conclu avec l'empire ottoman, d'une certaine monnaie « *rosii* » (rouge), mais on ne peut pas affirmer avec certitude que c'était une monnaie d'or. Dans les différents documents historiques et dans la langue populaire on trouve très souvent les noms de « *leu* » et de « *para* » quand il s'agit de prix, mais de telles monnaies n'ont jamais existé, elles ont été seulement des monnaies virtuelles, dont l'explication n'est pas encore trouvée (1).

Mais, dès que la Roumanie fut entrée dans le courant de la vie moderne, la nécessité d'un système monétaire propre qui aurait mis fin à la spéculation des changeurs et qui aurait satisfait les besoins toujours croissants

(1) Cf. Basile Minei, *op. cit*, p. 20.

déterminés par une activité économique, inconnue jusqu'alors, devint de plus en plus pressante.

L'absence des instruments de circulation et de crédit était si ressentie, elle promettait tant de profits aux créateurs, que des capitalistes étrangers, attirés par l'appât de gros bénéfices, fondèrent, en 1856, la « Banque de Moldavie », avec un capital de 850.000 ducats. Malheureusement, ses opérations ne furent pas bien dirigées, et elle s'engagea dans des prêts sur hypothèques où elle immobilisa son capital. Les garanties très solides étaient peu « liquides », car il n'y avait pas encore un large marché pour les terres. En 1860, cette banque, la première de ce nom en Roumanie, fit faillite (1).

Un autre groupe de capitalistes étrangers — en majorité anglais — intéressés dans la « Banque Ottomane » de Constantinople, créa en 1865 une succursale de cette banque à Bucarest, sous le nom de « Banque de Roumanie » ou « The Bank of Roumania Ltd ». Les fondateurs demandèrent ensuite le privilège d'émettre des billets de banque, qui auraient dû être reçus en paiement partout, pour une durée de 30 ans. Pour cette concession ils voulaient payer à l'Etat — une fois pour toutes — une somme de *trois millions de francs*.

Cette proposition fut chaleureusement accueillie à Bucarest. En soutenant devant le Parlement le projet de la concession du privilège le premier ministre, N. Cretzulescu, disait : « Avec cette banque, nous mettrons fin à

(1) *Actele organizarii Bancii Nationale în Moldova*, op. cit.

l'usure qui appauvrit le pays. Nous sommes à la veille de l'émission des obligations rurales. Eh bien ! tous ceux ici présents savent que beaucoup de propriétaires qui se trouvent dans la gêne seront forcés de mettre en gage leurs obligations. Mais savez-vous quel intérêt on leur a demandé ? 50 pour cent ! » (1)

Le Parlement vota ce projet, et si la concession du monopole de l'émission ne rapportait pas beaucoup à l'Etat, elle était un bienfait pour le pays et surtout une admirable affaire pour le consortium.

La première banque d'émission roumaine aurait dû commencer ses opérations en 1866. Mais à cette date le prince Couza — le premier prince de la Roumanie — abdiqua le pouvoir, les conditions politiques furent changées et le nouveau gouvernement annula la concession, tout en accordant aux bénéficiaires — par la loi du 6 juin 1869 — comme dédommagement, la somme de 750.000 francs. Les concessionnaires ne s'imaginaient pas alors ce qu'ils perdaient, ni l'Etat ce qu'il gagnait par cette annulation.

Mais, cependant, la pénurie monétaire s'accroissait à cause de l'accroissement des importations et des intérêts qu'on devait payer à l'étranger pour les capitaux que l'État avait déjà commercé à emprunter aux grands banquiers de l'époque.

Le profond connaisseur des questions financières,

(1) J. Bibicescu, *Rectificari si constataru cu privire la Banca Nationala*, 1 vol. Bucuresti, 1914.

M. Raphaël-Georges Lévy, n'a-t-il pas dit si exactement :
« La première affirmation de son indépendance que fait
un État est d'emprunter (1) ? »

Réclamée par tous, une loi spéciale qui introduisait le système monétaire latin et ordonnait la frappe des monnaies nationales, fut votée en 1867. Le monnayage commença aussitôt par la frappe — exécutée à l'étranger — de 100.000 francs or en pièces de 20 francs. Le commencement était trop timide et il n'améliora pas du tout la situation du marché financier. La hausse du change pour l'or et pour toutes les monnaies étrangères persistait, au grand mécontentement de tous les producteurs et de tous les acheteurs.

L'introduction d'une quantité de roubles russes causa encore beaucoup de pertes, car elles avaient été reçues à un cours trop élevé. Elles n'augmentèrent que de peu la quantité de 40 millions de francs de numéraire, quantité qui était absolument insuffisante pour une population de 4 millions.

En 1877 éclata la guerre de l'Indépendance, dans laquelle les Roumains combattirent victorieusement à côté des Russes contre l'empire ottoman. L'État avait grandement besoin d'argent. A court de ressources, il créa, répétant le geste du gouvernement français de 1789, des billets hypothécaires pour un total de 30 millions, Ce sont *les assignats roumains*. Ces billets avaient cours

(1) *Les grands marchés financiers*, A. Aupetit, etc. F. Alcan, 1912, p. 9.

forcé et étaient garantis par une hypothèque sur les biens immeubles de l'État. Contrairement aux gouvernements révolutionnaires français, dont il connaissait la désastreuse erreur, le gouvernement roumain ne dépassa pas la limite d'émission imposée dès le début. Ainsi, les billets hypothécaires gardèrent leur valeur et furent reçus toujours presque à pair jusqu'au moment où ils ont été retirés de la circulation par la Banque Nationale de Roumanie.

Mais cette mesure provisoire ne pouvait pas solutionner la grave crise monétaire qui continuait à battre son plein dans la vie économique roumaine.

CHAPITRE II

LA BANQUE NATIONALE DE ROUMANIE

I. — Création et organisation

Telle était la situation financière quand, en 1880, le projet pour la création de la « Banque Nationale de Roumanie » fut déposé au Parlement par le gouvernement libéral présidé par J.-C. Brătianu et ayant comme ministre des finances J. Campineanu. Bien que répondant à des nécessités impérieuses, le projet ne fut pas reçu avec la même confiance par tous. Un nombre assez important d'hommes politiques, pour la plupart grands propriétaires ruraux, n'ayant pas connu jusqu'alors l'importance des instruments de circulation et ne pouvant pas s'imaginer qu'à un moment donné la terre, le bétail, l'or, seules richesses pour eux, peuvent être représentés en valeur par le billet de banque, regardaient avec une crainte mystérieuse la création d'une banque d'émission avec du capital roumain, banque qui, pour quelques-uns, prenait l'aspect d'une « fabrique de papier peint (1). »

(1) Certaines manifestations soi-disant politiques ont pleinement prouvé que cette mentalité n'est pas encore disparue.

C'est dans cet état d'esprit qu'il faut voir la cause pour laquelle des 60.000 actions, à une valeur nominale de 500 francs, fixées par l'article 5 de la loi « pour la création d'une banque d'escompte et de circulation (1) », seulement 24.000 actions furent mises en souscription. Le capital initial, qui devait être de 30 millions, ne fut que de 12 millions de francs. Malgré le développement inattendu pris par les opérations de la banque, on n'a jamais senti depuis le besoin d'une augmentation. D'ailleurs, le père des finances belges, H. Frère-Orban, le créateur de la Banque de Belgique, dont l'organisation fut prise comme modèle par la loi roumaine, disait en 1872 : « C'est la perfection du genre d'avoir un capital restreint. Il en faut un, assurément, mais il ne doit qu'être proportionnel aux risques éventuels. La Banque Nationale est faite précisément pour se passer de capital, pour opérer avec son seul crédit. C'est la raison d'être de l'institution (2). »

La loi qui porte la date du 17 avril 1880 et qui a été modifiée en 1882, 1886, 1892, 1900 et 1905, réservait à l'État roumain 8000 actions pour lesquelles il versa 4 millions en or.

Bien que la Banque ait été créée par une loi spéciale et soit contrôlée par l'État, elle garde quand même le caractère privé d'une société anonyme par actions. Sans

(1) Loi du 17 avril 1880.

(2) Ernest van Elenwyck, *La Banque Nationale de Belgique*, 2 vol., 1913, p. 99.

entamer ce caractère qui éloigne la conception d'une banque d'État, idée heureusement repoussée par tous ceux qui connaissent l'histoire des établissements d'émission et qui ont évité ainsi un désastre économique certain, la loi et les statuts prévoient toutes les conditions d'organisation et de fonctionnement de la banque.

Le privilège exclusif de l'émission de billets de banque payables au porteur et à vue, avec pouvoir de libération légale illimitée, reçus dans toutes les caisses de l'État lui est réservée, par l'effet de la dernière prolongation jusqu'au 31 décembre 1930.

Ayant en vue la petitesse du capital, la loi (art. 7) oblige la Banque à constituer un fonds de réserve qui sera formé par un prélèvement de 20 o/o sur les bénéfices nets annuels dépassant 6 o/o. Mais tous les conseils d'administration de la Banque ont dépassé les intentions du législateur dans cette question. En dotant toujours de fortes sommes le fonds de réserve, ils ont fait que celui-ci s'élève, d'après le dernier bilan clôturé le 31 décembre 1914, à 39.402.565 francs, en dehors du fonds d'amortissements qui est de 5.687.346 francs.

Le fonds de réserve est donc aujourd'hui à peu près quatre fois plus grand que le capital de fondation.

Le même fonds de la Banque Nationale de Belgique, qui est de 30 ans plus vieille et avec un capital quatre fois plus grand, n'était à la fin de 1909 que de 37 millions.

Malgré la différence des conditions économiques qui imposent une politique de plus grande sagesse à la

Banque roumaine, la comparaison n'en n'est pas moins à son avantage.

2. — Émission de billets et couverture métallique

Pour garantir le remboursement immédiat en or des billets émis par la banque et pour donner ainsi une base réelle à la circulation de son papier, la loi l'oblige à avoir dans ses caisses une quantité d'or dont la valeur soit au minimum de 40 o/o du total des billets émis. En dehors de cette garantie aucune limite n'est imposée à l'émission des billets. Il n'y a ni le maximum d'émission imposé par la loi à la Banque de France, ni la taxe spéciale sur la somme qui dépasse un certain contingent comme pour la Reichsbanck. La Banque Nationale de Roumanie peut émettre n'importe quelle quantité de billets à la seule condition d'avoir une couverture métallique qui représente 40 o/o de la valeur de l'émission.

Une encaisse si forte n'est imposée qu'à peu de banques d'émission à nous connues. Car exception faite de la Banque d'Angleterre, qui après une possibilité d'émission de 18.450.000 livres sterling, représentant la dette contractée envers elle par l'État, ne peut pas émettre un billet en plus sans avoir en caisse son équivalent en or, ni la Reichsbank, ni les banques de Danemark, de Belgique, de Bulgarie, d'Italie, etc., ne sont obligées à une couverture métallique plus forte que le « célèbre tiers ». Il paraît que l'auteur de cette mesure — atténuée d'ailleurs, comme nous allons le voir — a pris comme exemple la Banque Suisse qui, elle aussi, doit

avoir une encaisse or de 40 % de la valeur de l'émission (1).

Nous avons dit que la sévérité du législateur, en ce qui regarde la proportion du stock métallique a été adoucie. En vérité, l'article 12 de la loi permet d'abord que 30 % de la couverture soit constitué par des traites payables en or sur les places de Londres, Paris, Berlin et Bruxelles. Plus loin le même article dit que le stock métallique fixé à 40 % pourra être abaissé à 33 % avec l'approbation du conseil des ministres.

Nous aurions préféré, et les conséquences économiques de la guerre récente nous donnent pleinement raison, que la proportion du stock réel en or métallique (sans les traites), soit arrêtée pour tous les cas à 40 %. Les bénéfices des actionnaires auraient été moindres, car la Banque aurait été obligée de renforcer l'encaisse or ; mais sa puissance et son utilité se seraient de beaucoup accrues. Car il ne faut pas oublier que l'or, seul moyen de paiement universel, sans limites de temps et d'espace, ne se trouve en Roumanie que dans les caves de la Banque Nationale, et que dans des moments de resserrement monétaire, de grandes crises économiques ou politiques, comme celle à laquelle nous assistons, le pays doit payer *en or* et sans retard l'annuité de sa dette et tout ce qui lui est nécessaire pour la vie et pour la défense nationale.

Il paraît que la direction de la Banque s'est rendu

(1) J. G. Courcelle-Seneuil, *Opérations de banque*, 1909. Félix Alcan, Paris.

compte de la nécessité d'une encaisse toujours plus forte, car dans les dernières années (1901-1911), en profitant de la prospérité économique du pays et des facilités monétaires des places financières étrangères, elle a plus que triplé son stock métallique. Voici l'évolution : (Chiffres en millions de francs).

Années	Or métallique	Traites or	Total
1881	14.4	4.6 (1)	19
1891	59.5	—	59.5
1901	41.1	13.8	54.9
1911	135.2	54.4	189.6
1914	154	62.9	216.9

L'augmentation pour la période 1911-1914 aurait été certainement plus forte si les crises provoquées par la guerre turco-italienne, la première et la seconde guerre balkanique et par la guerre mondiale d'aujourd'hui, n'avaient pas déterminé une diminution de notre exportation et un resserrement monétaire d'une violence inconnue jusqu'ici sur tous les marchés financiers.

En laissant de côté les comparaisons avec les banques de France, d'Angleterre et d'Allemagne, car la différence des conditions économiques est trop marquée entre ces grands pays et la Roumanie, et en comparant l'encaisse métallique de la Banque Nationale de Roumanie avec les encaisses des autres pays plus près d'elle, nous verrons de nouveau la comparaison tourner en sa faveur.

(1) Billets hypothécaires,

D'après l'*Economiste européen* du 26 juin 1914, l'encaisse or de la :

Banque de Roumanie	était de	151 millions	
— Danemark		115	—
— Serbie		70	—
— Bulgarie		55	—
— Grèce		29	—

La supériorité de la Banque roumaine est évidente (1).

★★

Si l'encaisse métallique augmentait d'une si forte proportion chaque année, cette augmentation était nécessaire pour couvrir l'émission de billets qui augmentait elle aussi, satisfaisant enfin le besoin de numéraire qui, par sa pénurie, avait empêché jusqu'alors le plein épanchement économique du pays. Reçus partout avec la confiance la plus absolue, les papiers bleus de la Banque étaient préférés même à l'or dont le pays commençait, peu à peu à se déshabituer. Au jour où nous écrivons ces lignes, le total des billets mis en circulation a dépassé 612 millions, et il ne paraît pas que la limite ait été atteinte (2).

(1) En parlant de l'encaisse de la Banque de Belgique, M. Raphaël-Georges Lévy (*Banques d'émission et Trésors publics*, p. 113) dit — à titre de comparaison — que l'encaisse de la Banque d'émission roumaine est habituellement de 50 % de la valeur de l'émission. Nous allons voir plus loin que ce jugement nous est trop favorable, car la moyenne du rapport entre l'encaisse et la circulation est de 43,8 %.

(2) La circulation des billets, par habitant, estimée par M. E.

Comment a évolué l'émission des billets, quel a été le rapport entre la circulation, le stock métallique et le droit d'émission ? C'est ce que nous montre le tableau suivant :

(Chiffres en millions de francs)

Années	COUVERTURE			Droit d'émission	Moyenne des billets en circulation	Rapport entre la circulation et le droit d'émission	Rapport entre le stock et les billets en circulation
	Numéraire or	Traites or	Total or				
1881	14.4	4.6	19	48	34.1	71.1 %	42.3 %
1891	59.5	—	59.5	178.5	123.8	69.7 %	47.9 %
1901	41.1	13.8	54.9	137.2	129.6	94.6 %	42.2 %
1911	135.2	54.4	189.6	474.1	382.3	80.3 %	49.8 %
1914 (1)	154.0	62.9	216.9	650.7 (2)	578.2	88.8 %	37.3 %

Ce tableau est le résumé des oscillations de la vie économique roumaine. L'augmentation continuelle de l'encaisse correspond au développement progressif de l'activité agricole, commerciale et industrielle. La diminution du stock or en 1901 et l'accroissement du chiffre de la circulation, dans la même année, sont dues à la grave crise de *sous-production* agricole dont a souffert le pays pendant les années 1899 et 1900. Enfin, les chiffres pour 1914 démontrent la puissante répercussion de la guerre

Kaufmann (*op. cit.*, p. 57) à 125 francs en France et 25 marks en Allemagne, était à la même date — 1911 — de 54 en Roumanie. Actuellement, elle est de 81 francs (27 mars 1915).

(1) Les chiffres pour 1914 présentent de grandes différences à causes des conséquences de la guerre mondiale.

(2) La proportion du stock or à la circulation a été abaissée à 33 %.

européenne sur la Roumanie, quoique ce pays ne soit pas encore en guerre.

La couverture métallique de la circulation des billets de la Banque Nationale, a été suffisante dans les temps normaux. De 1889 à 1911, elle a oscillé entre 41,9 % et 59 % (1), et la Banque n'a recouru que très rarement à la faculté donnée par la loi de pouvoir abaisser la proportion de garantie à 33 %, et pour une si courte durée, que la moyenne de l'année ne s'en est pas ressentie.

Immédiatement après la déclaration de la guerre européenne, la Banque a dû — pour pouvoir venir en aide aux banques privées et à l'Etat — demander au gouvernement la réduction de la proportion de garantie à 33 %. Ainsi elle a échappé à la nécessité du cours forcé, qui dans d'autres Etats neutres, comme la Bulgarie et l'Italie a dû être déclaré.

3. — Administration intérieure et contrôle du gouvernement

La Banque Nationale de Roumanie est bien, comme nous l'avons dit, une société anonyme par actions dans l'esprit des articles 77-269 du code de commerce roumain. Mais son fonctionnement doit suivre les prescriptions de la loi spéciale créatrice. Tout en respectant cette loi, l'assemblée générale des actionnaires a une grande puissance et peut prendre les mesures qu'elle croit nécessaires chaque fois que la loi ou les statuts ne les a

(1) G. D. Créanga, *op. cit.*, p. 241.

pas prévues. Cette loi et ces statuts ne peuvent pas être modifiés sans le consentement de l'assemblée. Entre la société et l'État il y a donc un véritable contrat qui ne peut pas être changé sans le consentement des deux parties. Cette liberté de la Banque est précieuse pour la solidité de l'établissement d'émission et pour le crédit en général. Pour ceux qui pense encore à une banque d'État, il suffit de citer quelques mots de Frère-Orban, et de les mettre à côté des diverses prétentions formulées dernièrement en Roumanie par quelques groupes de producteurs — très intéressants d'ailleurs — qui étaient gênés par le resserrement général du crédit, à la suite de la guerre mondiale.

« A toute crise, disait le grand financier belge, au milieu de toute pénurie d'argent, une telle pression serait exercée sur le gouvernement pour qu'il mit des fonds à la disposition de l'intérêt privé qu'il serait incessamment exposé à soulever contre lui les plus violentes hostilités et à compromettre le pays ».

Et cette observation pourrait être complétée par l'analyse du portefeuille de la Banque de Bulgarie — *qui est une Banque d'État* — analyse faite (1) par M. Raphaël Georges Lévy, membre de l'Institut :

« L'étude du portefeuille de la Banque peut faire craindre que l'influence du gouvernement ne s'exerce dans un sens qui n'est peut-être pas toujours favorable à la solidité de l'établissement : on y constate la présence

(1) *Op. cit.* p. 504. Voir aussi « Conclusion ».

d'un grand nombre d'effets protestés, prolongés, escomptés de nouveau, avec une proportion considérable de traites émanant de personnes qui ne sont pas des commerçants, mais des fonctionnaires ».

Le choix de la direction est mixte ; il appartient à la fois à l'État et à l'assemblée des actionnaires.

Le gouverneur — chef suprême de la Banque et son représentant — est nommé pour une période de cinq ans par le gouvernement. Il doit justifier de la propriété de 40 actions. Six directeurs, dont deux nommés par le gouvernement et quatre élus par l'assemblée générale, constituent le conseil d'administration. L'activité du Conseil est surveillé par sept censeurs (dont trois nommés par le gouvernement). En outre, le gouvernement a auprès de la Banque un commissaire général qui, d'après l'article 97 des statuts, « a le droit de connaître l'état des affaires et de vérifier les écritures, ainsi que toutes les caisses (1). »

Le droit d'immixtion de l'État est fortement formulé encore par l'article 27 de la loi : « Le gouvernement a le droit de contrôler toutes les opérations de la Banque. Il a le droit d'opposer son *veto* à l'exécution de toute mesure contraire aux statuts ou aux intérêts de l'État. » Toute puissante qu'elle est, l'intervention de l'État ne s'est jamais exercée pour entraver les opérations de la Banque ou pour la faire accorder des avantages au Trésor.

(1) Pour l'organisation, la Banque Nationale a imité la Banque de Belgique, mais le pouvoir de l'État a été renforcé.

Le crédit de la Banque et la confiance dans ses billets se sont d'autant raffermis.

Le conseil d'administration, le conseil des censeurs et le gouverneur forment ensemble le « conseil général » de la Banque, qui, réuni une fois par mois, prend toutes les décisions de grande importance. Il décide, notamment, sur les questions d'émission.

4. — L'escompte du papier commercial

Comment la Banque Nationale intervient-elle dans l'activité économique roumaine pour la faciliter et l'intensifier? Premièrement, comme toutes les banques d'émission, c'est par la voie des opérations d'escompte qu'elle remplit son rôle bienfaiteur. Tout effet de commerce timbré, mis à l'ordre, muni de trois signatures reconnues solvables par le comité d'escompte (1), ayant une cause réelle (transmission de marchandises) et une échéance maxima de cent jours, peut être escompté à la Banque au taux fixé et publié par le conseil d'administration chaque semaine.

En faisant accepter les effets, l'escompteur reçoit leur valeur en billets de la Banque, avec lesquels il peut faire tous les paiements nécessaires. Une valeur potentielle est devenue par cette opération une valeur actuelle. Les agriculteurs, les commerçants, les banquiers profiteront

(1) Le comité d'escompte, divisé en deux sections de trois membres chacune, est nommé par le conseil général. Les censeurs peuvent y être nommés.

donc de cette transformation rendue possible par les banques d'émission. Mais les effets qu'ils présentent doivent remplir les conditions que nous avons indiquées plus haut. Bien qu'en principe trois signatures soient demandées pour chaque effet, l'article 29 des statuts prévoit quelques exceptions : « Toutefois, dit-il, les effets de commerce avec deux signatures pourront être admis dans les cas et les conditions qui seront déterminés par les règlements faits par le conseil général et approuvés par le ministre des finances. »

Nous ne savons pas comment le conseil de la Banque use de cette liberté. Ses rapports n'en parlent pas, et les bilans ne font pas l'analyse détaillée du portefeuille. Le fait que cette faculté existe, rend inexplicables et inutiles les critiques de certains auteurs (1) qui paraissent ne pas connaître cette disposition et qui demandent à la Banque de renoncer à la troisième signature, au grand avantage, disent-ils, du petit commerce et de la petite industrie.

Notre avis est que le conseil de la Banque devrait faire l'emploi le plus restreint de cette liberté permise par la loi et demander toujours les trois signatures. Quand la Banque de France, qui est en relations d'affaires avec le commerce le mieux établi et le plus ponctuel en paiements (2), garde l'obligation des trois signatures,

(1) M. Basile Minei, notamment, dans sa thèse sur *La Banque Nationale de Roumanie*, 1912, Paris.

(2) Malgré le moratorium accordé depuis le commencement de la guerre mondiale, plus d'un milliard de francs d'effets ont été acquittés par leurs signataires pendant sept mois

malgré la campagne menée contre elle par les partis avancés de la Chambre, il serait bien dangereux de la supprimer dans un pays neuf comme la Roumanie. La solidité du portefeuille de la Banque, garantie principale de son crédit et de ses billets, serait entamée.

Un auteur allemand qui ne peut pas être accusé ni de traditionalisme, ni de timidité, en discutant la même question, formule ainsi son opinion. Après avoir rappelé le vote de la Chambre des députés, qui en 1897 repoussa seulement avec une majorité de 40 voix la proposition de supprimer la troisième signature, proposition soutenue par MM. Viviani et Millerand, il dit : « Il est d'ailleurs évident que la Banque de France, une fois autorisée à escompter des effets avec deux signatures ne pourrait réaliser pratiquement ce système qu'à l'égard du commerce de solvabilité notoire et non à celui des petits commerçants à qui l'on voudrait venir en aide en premier lieu. La Banque de France a eu raison en défendant avec énergie son organisation actuelle » (1).

Faut-il ajouter encore que les banques qui se contentent de deux signatures comme celles de l'Italie, du Portugal et de Bulgarie ont leurs billets plus ou moins dépréciés ?

La situation particulière de la Roumanie lui impose pour sa Banque d'émission une prudence au moins égale à celle de la Banque de France.

L'escompte des effets, commencé le 1^{er} décembre 1880,

(1) Dr E. Kauffmann, *La Banque de France*, p. 278-280.

a pris rapidement un développement considérable, que nous avons esquissé dans le tableau suivant :

MOUVEMENT DES EFFETS COMMERCIAUX

ANNÉES	Nombre des effets présentés à l'escompte	Nombre des effets admis	Valeur des effets admis en millions de francs
1881	10.587	8.218	26.8
1891	40.264	34.567	65.8
1901	80.478	75.978	150.5
1911	330.419	308.356	415.8
1914	?	?	1.072.8 (1)

Fin décembre 1914 le solde du portefeuille-effets était de 246.1 millions.

La composition du portefeuille est mixte. Les signataires des effets sont des commerçants ou des agriculteurs. La Banque étant accusée récemment de ne pas accorder un crédit suffisant aux agriculteurs, le vice-gouverneur de la Banque, M. J. Bibicescu, a répondu dans une interview que les 2/3 du portefeuille étaient composés du papier signé par des agriculteurs. Le conseil général de la Banque revenant lui aussi sur la question a dit, dans son rapport pour 1914 : « Notre portefeuille est pour les deux tiers agricole ». L'accusation était donc injuste.

Il est à remarquer que la plupart des effets arrivent à la Banque par la voie du réescompte fait par les banques

(1) La forte augmentation de ce chiffre est due en partie à l'intervention de la Banque pour enrayer la crise économique provoquée par la guerre mondiale.

commerciales (1), la Banque Nationale n'escomptant directement que très peu d'effets, à peu près seulement les effets de ceux qui ont un compte courant ouvert chez elle.

Dans les chiffres du portefeuille, donnés dans le tableau précédent, sont compris aussi les warrants agricoles escomptés par la Banque. Cette opération, qui devrait être beaucoup plus développée qu'elle ne l'est, ne peut pas progresser, malgré son impérieuse nécessité pour une vente avantageuse des céréales, faute de magasins bien outillés pour le dépôt des grains, ceux des docks ne suffisant pas à la grande quantité produite chaque année.

Les grands cultivateurs, tout en demandant un plus large crédit, n'ont pas pu, jusqu'à présent, constituer une société pour la construction de ces magasins, dans des centres bien choisis. Nous croyons que la Banque Nationale sera disposée à contribuer elle aussi à cette œuvre indispensable pour une bonne organisation de la vente des produits agricoles, mais l'initiative ne peut partir que d'une société d'agriculteurs créée sur des bases solides.

S'il y a vraiment une critique à faire en ce qui regarde la politique d'escompte de la Banque, c'est bien la suivante. La Banque n'accepte à l'escompte que des lettres de change d'un montant élevé, évitant celles d'une valeur

(1) « Je pourrais dire qu'une certaine institution (Banque Agricole probablement) qui prête spécialement aux agriculteurs a escompté à la Banque Nationale dans ses 19 années d'existence, des traites agricoles pour 879 millions ou 46 millions par an ». J. Bibicescu, *op. cit.*

modeste, qui sont la plupart émises par les petits commerçants. Ainsi la valeur moyenne des effets admis à l'escompte en 1910 a été de 1340 francs, tandis que, pour 1911, par exemple, la moyenne des effets escomptés par la Banque de France était de 659 francs. Dans la même année, celle-ci avait escompté à Paris seulement 4 millions d'effets qui avaient une valeur de 5-100 fr. (1).

Par cette politique, la Banque Nationale déprécie le crédit des petits commerçants, car les banques particulières escomptent leurs effets avec plus de difficulté, sachant que ces effets ne seront pas reçus au réescompte par la Banque Nationale. Et cette difficulté ne peut être tournée que par un taux d'escompte plus élevé.

Nous croyons que la faible organisation du service des recouvrements est la cause principale de cette attitude « aristocratique » de la Banque Nationale, comme elle est la cause aussi du peu de recouvrements faits par la Banque pour le compte des particuliers. A la Banque de France, ce service est tellement organisé et développé, les frais qu'il demande sont si petits, qu'à peu près tous les effets payables à Paris sont recouverts par les agents de la Banque, ce qui est un grand avantage pour toutes les autres banques et pour tous les commerçants petits ou grands, dont les soucis et les frais généraux sont de la sorte diminués.

Le taux de l'escompte, tout en étant plus élevé que celui des grandes institutions d'émission de l'Europe,

(1) Albin Huart, *L'organisation du Crédit en France.*

dont il suit de loin les mouvements, oscille entre 5 % et 6 % — la moyenne pour 1909-1912 a été de 5 % (1) — et n'a atteint que très rarement, et pour une courte durée, le taux de 7 ou 8 %. Ce dernier chiffre a été maintenu quelques semaines pendant la crise monétaire de 1907, qui, partie de New-York, se répercuta sur toutes les places financières du monde. Lors de la guerre actuelle, le taux officiel de l'escompte a été, du 7 août au 7 septembre 1914, de 7 1/2 %, mais depuis il a été abaissé à 6 %.

5. — Le change

Pour la bonne gestion de la fortune générale roumaine, il est très important de veiller à ce que le cours du change étranger nous soit sinon favorable, du moins qu'il soit au pair. Le mouvement de l'exportation se faisant du côté roumain pendant un tiers de l'année — juin-octobre — époque de l'exportation des céréales, et les paiements étant échelonnés pendant toute l'année, le crédit a dû être organisé de telle sorte qu'il puisse escompter ou acheter en grande quantité les traites sur l'étranger dans les mois sus-mentionnés, pour les mettre en circulation plus tard, au fur et à mesure des paiements à faire. De ce chef la baisse des traites sur l'étranger, fatale au commencement de l'automne, est enrayée, comme est enrayée aussi la hausse des mêmes traites

(1) Pendant le même temps, le taux moyen de la Reichsbank a été de 4,4 % et celui de la Banque de France de 3,1 %.

pendant le reste de l'année. Dans cette action pour la régularisation du taux du change, la Banque Nationale prend une partie importante. Disposant de capitaux qui ne lui coûtent à peu près rien, et profitant de l'autorisation que la loi lui donne de compter dans sa couverture métallique les traites payables en or sur les places françaises, allemandes, anglaises et belges, elle en fait toujours une large provision, qu'elle met ensuite à la disposition du commerce et de l'Etat, qui s'en servent pour acquitter à peu de frais — et au-dessous du « point d'or » — les commandes et les dettes faites à l'étranger.

« Elle — disait M. R. G. Lévy, en parlant de la Banque de Roumanie — intervient judicieusement sur le marché des changes ; elle a toujours à cet effet un portefeuille de traites sur l'étranger, qui augmente aux époques d'exportation des céréales et diminue durant l'hiver, alors que les importateurs ont besoin de remises sur la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Elle travaille ainsi, dans l'intérêt public, à réduire les oscillations du change et à éviter des mouvements de numéraire, mode de règlement plus coûteux et plus long que les effets de commerce. Grâce à cette politique, le change roumain sur Paris et les autres grandes places européennes, où règne l'étalon d'or, n'a pas, depuis 1892, dépassé une moyenne d'environ 3 ‰ ».

En même temps elle garde intacte ou même augmente son stock or, qui est le seul or du pays. Depuis la fonda-

(1) Raphaël Georges Lévy, *Banque d'émission et Trésors publics*.

tion de la Banque, le mouvement des traites et remises sur l'étranger a été le suivant :

(Valeurs en millions)

ANNÉES	FRANCS		MARKS		LIVRES STERL.	
	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties
1881	11.5	10.5	10.9	10.4	0.3	0.2
1891	16.4	16.4	68.3	58.2	0.8	0.7
1901	60.6	58.1	53	49.8	2.1	1.5
1911 (1)	103.2	82	492.3	422.5	3.4	2.9

La lecture de ce tableau nous montre la puissante intervention de la Banque qui, pour 1911 par exemple, a acheté à peu près la totalité des devises se trouvant à cette date sur le marché roumain. Elle y a trouvé d'ailleurs des bénéfices importants qui se sont élevés à 3.890.000 francs.

Le rapport du conseil sur les opérations faites en 1914, note une diminution importante sur le chiffre de ces affaires, car les bénéfices récoltés ne dépassent pas 750.000 francs. Cette diminution est due en parties à l'impossibilité de l'exportation déterminée par une médiocre récolte de blé, par la fermeture des Dardanelles et

(1) Il faut remarquer l'augmentation considérable des devises en marks, qui en 1881 s'élevaient au même chiffre que les francs, mais qui en 1911 étaient cinq fois plus nombreuses.

Les chiffres pour cette année sont très élevés à cause d'une grande exportation de céréales.

par les difficultés de transport terrestre ces deux dernières étant les conséquences de la guerre mondiale.(1)

Pour cette politique de change, la Banque Nationale de Roumanie n'a eu qu'à imiter l'exemple de la Banque de Belgique qui intervient très activement dans la fixation du change, et garde dans ce but un nombre important de traites dans son portefeuille. En 1909 elle avait 149 millions francs en effets payables en or à l'étranger, contre 566 millions francs d'effets belges.

La Banque roumaine avait à la fin de 1914, un portefeuille de 62,9 millions traites or qui faisaient partie de son stock or.

6. — Autres Opérations

L'article 9 de la loi du 17 avril 1880 permet encore à la Banque, en dehors de l'escompte, les opérations suivantes : 1° recevoir en dépôts du numéraire, des valeurs ou des métaux ; 2° faire des avances sur des titres d'État ou garantis par l'État ; 3° faire le commerce des métaux précieux et 4° faire des avances sur ces métaux. Les deux premières opérations ont pris un développement assez important, quoique moindre que celui de l'escompte et des devises.

La Banque n'a fait aucun effort pour s'attirer les

(1) Le change pour Londres et pour Paris notamment a atteint dans les derniers mois — fin 1914, commencement 1915 — des chiffres inconnus jusqu'à maintenant. Le chèque pour Paris (100 francs) coûtait 120-130 francs, pendant que d'habitude il n'est que de 102 francs.

dépôts (1) qui l'auraient obligée à augmenter encore l'émission dans des moments de resserrement monétaire. Ce serait une raison peu puissante. Mais le peu de bonne volonté que l'on montre aux dépôts, n'en est moins vrai. Dans le rapport du conseil, pour 1914, nous trouvons la phrase suivante : « Beaucoup (de ceux qui avaient retiré leurs dépôts des banques commerciales) nous ont demandé de déposer leur argent à la Banque Nationale, sans aucun intérêt. » Il paraît, d'après le ton de cette expression que cette demande n'a pas été satisfaite, malgré son utilité générale.

Les dépôts libres qui fin 1881 étaient de 1,7 millions frs. ont augmenté quand même. En 1891 ils étaient de 21,7 millions frs., en 1901 de 88,4 et en 1914 de 116,9 millions frs. D'ailleurs il est un peu difficile de préciser, car les bilans de la Banque n'ont pas un chapitre spécial pour les dépôts en numéraire.

Nous croyons que la Banque devrait faire toutes les facilités aux déposants pour augmenter leur nombre, car un chiffre plus important de dépôts lui permettrait de donner un essor plus grand, au service des virements et compensations, qu'il lui incombe de créer en l'absence d'une « Clearing-House » roumaine. Cette fois encore nous pouvons citer l'exemple de la Banque de France qui,

(1) La rédaction confuse de l'article 25 des statuts fait naître des doutes sur le droit de la Banque de recevoir d'autres dépôts que ceux de titres, monnaies d'or et métaux précieux. Nous sommes pour la solution affirmative, ayant en vue l'utilité de ces dépôts et l'exemple de la Banque de Belgique qui a servi de modèle.

comprenant à temps toute l'importance de ces opérations bancaires, leur a donné le plus grand développement. En 1911 le chiffre des virements faits à la Banque de France a dépassé 274 milliards.

De ce chef le danger d'une émission exagérée de billets serait évité, car les dépôts serviraient de fondement aux nouvelles opérations de paiement. Par le prélèvement d'une taxe très petite sur les virements, la banque récupérerait les frais de garde et de comptabilité, si elle craint d'employer les dépôts dans des opérations d'escompte à court terme.

*
* * *

La fortune mobilière roumaine, se trouvant en Roumanie, ne dépassant, comme nous l'avons vu, que de peu un milliard francs, les prêts sur titres n'ont pas pu s'élever à des sommes trop hautes. D'ailleurs, une grande partie de ces titres sont immobilisés à la caisse des consignations, où ils servent de garantie pour différents travaux publics ou gestions de la fortune publique (1).

Il n'est donc pas étonnant que ce chapitre soit celui qui a le moins progressé dans le progrès si rapide et si satisfaisant de la Banque Nationale. D'après les bilans « les avances sur titres aux particuliers, » étaient fin 1881 de 19,1 millions pour passer ensuite à 15,2 millions en 1891 ; à 21,71 millions en 1901, à 24,89 millions en 1911 et à 30,3 millions en 1914.

(1) En 1911 il y avait à cette caisse des titres d'une valeur de 411 millions.

Conformément à l'art. 33 des statuts, la Banque n'accorde des prêts que sur les titres d'Etat ou garantis par l'Etat (1) et pour les $\frac{4}{5}$ ^e seulement de leur valeur en Bourse. Le taux de l'intérêt est d'habitude d'un point au-dessus du taux de l'escompte officiel.

Quant aux opérations sur les métaux précieux, la Banque n'en fait pas, le marché roumain ne possédant pas les éléments nécessaires à ce genre d'affaires. Dans le stock métallique de la Banque il n'y a que pour 100.000 francs de lingots d'or. Tout le reste est formé par des monnaies d'or françaises, allemandes et anglaises dont le cours en ce qui regarde les paiements obligatoires en or est fixé par la loi du 16 mai 1889 (2).

7. — La Banque et le Trésor.

En paiement du monopole de l'émission accordé à la Banque Nationale de Roumanie, l'Etat s'est octroyé en dehors du droit de contrôle et d'intervention dans les opérations qui lui seraient dommageables les avantages suivants

D'abord, il a reçu, jusqu'en 1913, une somme annuelle équivalente aux 20 % des bénéfices nets obtenus après la défalcation d'un dividende de 6 % et d'une retenue

(1) Ceux-ci sont pour la plupart des obligations émises par les crédits fonciers.

(2) Pièce française de 20 francs = 20 lei; pièce de 20 mark = 24,70 lei; livre anglaise = 25,25. Mais sur le marché libre il y a toujours une prime pour ces monnaies.

de 20 % pour le fonds de réserve; depuis le 1^{er} janvier 1913, la proportion des bénéfices revenant à l'État a été élevée à 30 %. La Banque a été chargée, jusqu'en 1905, de faire le service de la caisse générale du Trésor; mais le service n'a pas été organisé, et, depuis 1905, la Banque en est dispensée moyennant une somme de 144.000 francs par an qu'elle paye au Trésor.

Comparés aux sommes que la Reichsbank ou la Banque de Belgique versent à l'État, les bénéfices touchés par l'État roumain apparaissent comme inférieurs; car, en dehors des impôts fonciers et contributions ordinaires que la Banque paye pour ses immeubles et qui, en 1914, ne dépassaient pas la somme de 476.000 francs, elle a versé au Trésor :

(Chiffres en mille francs)

ANNÉES	Total des bénéfices	Distribué aux actionnaires et au fonds de réserve	Payé à l'Etat y compris le service de Caisse
1881	2.164	1.933,6	231
1891	3.156	2.766,3	389,7
1901 (1)	7.672	6.559,3	1.112,3
1911	6.810	5.835,6	974,4
1914	9.922 (2)	7.713,2	2.348,4

(1) Remarquons, en passant, que les bénéfices des banques d'émission sont, dans une certaine mesure, en raison inverse avec la prospérité économique.

(2) Une somme de 1 million a été reportée à l'année 1915. Les bénéfices totaux ont donc été de 10.992.000 francs.

Prenant par exemple la répartition des bénéfices de la dernière année (1914), nous voyons que l'État n'a reçu que 23,6 % du total des bénéfices nets de l'exploitation. Rapportés au capital réellement versé par les actionnaires, qui, depuis que l'État a vendu ses actions au cours de 1.860 francs l'action de 500 francs, est non de 12.000.000 mais de 22.880.000 fr.; ces bénéfices représentent un taux de placement de 37 % pour les premiers souscripteurs. — Aujourd'hui, le cours des actions est de 5.320 francs (juillet 1914) pour une valeur nominale de 953 francs (1). Les bénéfices toujours plus grands, l'augmentation continuelle du fonds de réserve, la certitude que le monopole de l'émission sera indéfiniment prolongé, la bonne direction et la confiance que la Banque a su gagner dans tous les milieux ont rendu cette hausse inévitable. Elle paraît même un peu exagérée, comparée aux taux de l'intérêt des capitaux en Roumanie, car, d'après le dernier cours et le dernier dividende, le placement revient à 4,10 %, chiffre tout à fait inférieur à l'intérêt courant. Il ne faut voir les causes de cette hausse que dans l'immobilisation d'un grand nombre d'actions dans les mains des personnes morales (2) et dans la tendance d'accaparement de ces actions par les banquiers qui voudraient dicter un peu dans l'administration de la Banque.

(1) J.-G. Bibicescu, *op. cit.*, p. 9-13.

(2) L'Académie roumaine est, après le banquier Bercovici, le plus grand actionnaire de la Banque Nationale. Elle possède plus d'un millier d'actions.

L'État qui était, lui aussi, actionnaire de la Banque, car il avait souscrit 8.000 actions ou un tiers de son capital, a dû vendre ses actions en 1901, lors de la crise financière, à la Banque, qui les lui a pris au cours de 1.860 francs. Ces actions ont été distribuées ensuite aux actionnaires de la Banque, à raison d'une action de l'État pour deux actions anciennes.

Ni pendant qu'il était actionnaire, ni depuis, l'État roumain n'a demandé à la Banque des avances importantes en dehors de l'avance de 15 millions de francs, sans intérêts, prêtés pendant la même année de crise qui l'avait forcé à vendre ses actions pour trouver des ressources. De cette dette, l'État avait remboursé en 1914 plus de 3 millions.

Cette séparation stricte entre la Banque et le Trésor a permis à M. Raphaël-Georges Lévy d'écrire : « La Banque Nationale de Roumanie est un des instituts d'émission qui, jusqu'ici, ont été les moins mis à contribution par le Trésor public. Il faut louer également les administrateurs qui ont défendu son crédit, et les hommes d'Etat qui l'ont respecté » (1).

Si, dans les temps normaux, cette indépendance a été jalousement gardée, avec l'approbation et au profit de tous, elle a dû être quittée quand l'orage de feu, qui assombrissait depuis longtemps l'horizon de l'Europe, éclata dans la plus formidable guerre que l'histoire connaisse. L'Etat roumain isolé de tous ses débiteurs et

.1. Op. cit., p. 226

de tous ses créanciers habituels, car toutes les liaisons économiques et financières furent rompues, a été puissamment secouru par la Banque Nationale de Roumanie qui n'a eu d'ailleurs, qu'à suivre le grand exemple donné par la Banque de France, à toutes les institutions financières, en 1870 et aujourd'hui même.

Après lui avoir accordé 99,4 millions sur des bons du Trésor, la Banque signa, le 20 décembre 1914, une convention par laquelle elle s'obligea à ouvrir à l'État un compte courant limité à 200 millions de francs, garanti par des bons du Trésor, reçus pour leur valeur nominale, et avec un intérêt de 4 %.

L'État, pour ne pas décréter le cours forcé, autorisa la Banque à maintenir à 33 % la couverture métallique — mesure qui avait déjà été prise au début de la guerre, conformément à la loi, — et s'engagea à verser à la Banque la couverture en or des sommes qui lui seront avancées, ainsi que tout or qu'il posséderait, moyennant une prime payée à lui par la Banque et fixée à 7 % au maximum. En outre, l'État permit à la Banque de compter dans l'encaisse métallique une somme de 34.800.000 francs or que la Banque avait chez ses correspondants étrangers. Cette convention a été conclue pour un an. De ce compte de 200 millions, le Trésor avait retiré jusqu'au 31 décembre 1914 une somme de 109 millions (1).

(1) Si la durée de cette convention est limitée à un an, ce qui n'est pas probable, la Banque aura comme bénéfices : 8 millions de francs produits par l'intérêt de l'État, et 6.244.000 francs obtenus par

Dans les premiers mois de la guerre, la Banque avait réescompté une quantité très importante d'effets qui se trouvaient dans les portefeuilles des banques commerciales pour leur donner ainsi la possibilité de rembourser les dépôts que le public réclamait avec insistance. Le solde du portefeuille-escompte de la Banque Nationale s'est élevée ainsi à 246 millions de francs fin décembre 1914, étant de 64 millions supérieur au solde de l'année précédente.

Tout en ayant soin de son crédit et de l'encaisse en or, la Banque a fait tout ce qu'elle pouvait pour aider le pays dans des moments si difficiles, que l'histoire n'en a pas connu de pareils.

l'utilisation de son pouvoir d'escompte agrandi de 105 millions de francs. Mais elle devra payer 7 % la prime pour les 66 millions de francs en or que l'État lui fournira. Donc, le solde actif ne sera que de 9.624.000 francs au maximum, ce qui revient à un placement de 4.81 % pour 200 millions de francs en billets.

CHAPITRE III

LA BANQUE AGRICOLE

Dans un pays neuf, entraîné fatalement dans le courant économique et intellectuel de la civilisation moderne avant que sa constitution intérieure soit pareille à celle des pays plus vieux, créateurs de cette civilisation, l'État a un rôle très important et très difficile. Il s'agit pour lui de créer d'un coup toutes les institutions qui, dans les autres pays, ont été créées lentement par l'action libre des lois du progrès.

La Roumanie est dans cette situation, et l'État roumain a dû intervenir, toujours et dans tous les domaines, pour assurer la vie de sa population.

Ainsi, quand tous les agriculteurs se plaignaient du manque de crédit à bon marché, le Parlement vota, le 1^{er} avril 1894, une loi pour la création d'une Banque Agricole qui avait pour but de « satisfaire les nécessités de l'agriculture. »

La Banque devrait être constituée sous la forme d'une société anonyme par actions au capital de 12.212.500 francs (1), entièrement souscrits par les actionnaires,

(1) Il a dû être réduit à 7.938.125 francs en 1895; mais, actuellement, il est de 18.500.000 francs.

l'État n'intervenant que pour lui accorder certains privilèges et pour se réserver un faible droit de contrôle. Ces privilèges étaient, pour la plupart, de nature juridique et ils tendaient à faciliter à la Banque Agricole les prêts sur gages et l'exécution forcée des débiteurs récalcitrants. Entre autres, la Banque Agricole fut dispensée de l'obligation de prendre en sa possession les gages qui garantissaient les emprunts des agriculteurs faits chez elle. Comme privilège économique, on ne peut citer que la faculté qu'elle a d'émettre des bons de caisse jusqu'à la concurrence de 50 % du capital versé et à circulation maxima de trente jours, bons qui sont reçus dans toutes les caisses de l'État pour leur valeur nominale. C'est un avantage assez sérieux, car la Banque peut se faire du numéraire quand elle en a besoin.

La durée des privilèges, fixée d'abord à 20 ans, a été prolongé, en 1912, tant que la société existera. C'est un peu excessif de faire une loi contractuelle à durée illimitée.

En premier chef, la banque devait accorder aux agriculteurs des prêts sur gages agricoles, opération pour laquelle la loi lui a donné toutes les facilités, en ce qui regarde la possession et la garde des gages, ainsi que l'exécution forcée des débiteurs, exécution qui a été très simplifiée et très réduite comme durée.

Le champ d'activité de la Banque agricole était considérable et les privilèges que la loi lui avait octroyés la mettent au-dessus de toute concurrence. Elle aurait pu prendre un développement formidable, et devenir la plus importante institution de crédit, après la

Banque Nationale. Mais ses différentes directions ont refusé une spécialisation si profitable, et la Banque Agricole, profitant de la liberté que la loi lui avait laissée, a commencé à faire, en dehors des opérations de crédit pour les agriculteurs, toutes les opérations financières d'une banque.

Elle a laissé ainsi non tranchée la question si importante des prêts sur warrants agricoles, résolution qui aurait eu une si bonne influence pour l'organisation méthodique de la vente des céréales roumaines.

D'après le bilan de 1914 les avances sur céréales ne sont que de 3.284.000 francs et les comptes courants ouverts en parties aux agriculteurs atteignent à peine le chiffre de 47.220.000 francs. Fin décembre 1914, le total du bilan dépassait de peu le chiffre de 130 millions de francs.

Une nouvelle modification de la loi constitutive faite en 1912 a transformé la Banque Agricole en un crédit agricole et industriel, car l'article 3 lui permet de « faire des avances sur des matières industrielles en cours de fabrication ou fabriquées. » Un autre article lui accorde — par dérogation à l'article 174 du code de commerce roumain — la faculté d'émettre des obligations hypothécaires garanties par des fabriques et des usines, et bénéficiant de tous les avantages accordés aux titres d'État, seulement après le vote de l'assemblée générale ordinaire et non après celui d'une assemblée extraordinaire.

Le fait que dès le commencement de son activité la Banque Agricole a fait toutes les opérations d'une banque ordinaire, la faible intervention de l'Etat dans son

fonctionnement (1) et sa transformation récente nous ont décidé à l'étudier avec l'ensemble des banques commerciales. On trouvera là tous les chiffres et les remarques la concernant.



Autres institutions privilégiées

Soucieux d'ouvrir un marché plus large aux titres roumains d'Etat et aux valeurs garanties par lui, le Parlement a autorisé la Caisse des Dépôts et Consignations à faire des prêts sur titres aux particuliers (article 59, loi du 8 août 1876). Le montant maximum de chaque prêt est fixé à 20.000 francs ; ce chiffre ne peut être dépassé qu'avec l'autorisation spéciale du Conseil de la Caisse. Le terme des prêts est de 15 jours à trois mois, l'intérêt et les conditions étant fixés d'après la situation du marché.

Ce service de la Caisse des Dépôts, n'étant pas connu par le public, n'a pas pris une importance appréciable dans l'activité financière roumaine. Depuis sa fondation jusqu'en 1907, la Caisse des Dépôts n'avait accordé que 82.856.000 francs de prêts sur titres (2), et dans le bilan du 31 mars 1909, ce chapitre ne s'élevait qu'au chiffre de 1.938.000 francs. Elle avait prêté une somme plus

(1) Cette intervention est exercée par un commissaire du Gouvernement dont le pouvoir, exception faite de la surveillance de l'émission des bons de caisse, est assez imprécis.

(2) Dr G.-D. Creanga, *op. cit.*

importante à l'Etat, aux communes et aux institutions de bienfaisance. Cette somme s'élevait à 29.644.810 francs.

Il y a encore d'autres institutions de crédit mobilier et foncier auxquelles la loi accorde différents privilèges. La « Caisse rurale », le « Crédit viticole » et les « Banques populaires » font aussi des opérations de banque et ont de ce chef une influence assez importante sur la vie économique de la Roumanie. Mais, les deux premières institutions citées ne font ces opérations qu'accessoirement à leur activité foncière qui est la principale, et quant aux « Banques populaires », leur but plutôt social, leur terrain d'activité spécial, leur importance au point de vue de la question agraire (1), nous empêche de les comprendre dans cette étude qui a été réservée aux banques commerciales. Avec les crédits fonciers, elles feront le sujet d'une étude spéciale, qui complètera ce travail.

(1) En 1912, il y avait en Roumanie 2.682 banques populaires avec 563.270 membres. Le capital versé s'élevait à 99 millions, les prêts accordés à 138 millions.

DEUXIÈME PARTIE

Les Banques Commerciales

CHAPITRE PREMIER

NOMBRE ET CLASSIFICATION DES BANQUES

Une statistique officielle des banques particulières ou constituées en sociétés anonymes n'existe pas en Roumanie, comme d'ailleurs, il n'y a aucune étude détaillée et complète sur les banques. Depuis quelques années des économistes comme M. Chr. Staïcovici, (1) secrétaire de la Chambre de commerce de Bucarest et comme M. St. Morarescu-Adria ont essayé de dresser le tableau des banques qui publient leurs bilans. Mais, les chiffres donnés par M. Staïcovici pour 1913, par exemple, ne sont pas les mêmes que ceux de M. Morarescu-Adria. Ce dernier trouve 179 banques avec 70 succursales, tandis que

(1) *Statistica anuala a Romaniei*, 1913-1914. 4 vol. Bucarest.

M. Staïcovici en trouve 196. Quoique assez importante, la différence n'est pas de nature à fausser les considérations d'ensemble que nous nous proposons de faire dans les chapitres suivants. Nous prendrons comme base la statistique de M. Staïcovici qui est la plus complète et s'étend sur un plus long délai.

Le tableau publié dans la « Statistica anuala a Romaniei », que nous reproduisons plus bas, (p. 69) nous donne le nombre et le capital des banques dans les quatre dernières années.

On voit immédiatement qu'il n'y a pas en Roumanie de vraies grandes banques, dans le sens que les financiers français, anglais ou allemands donnent à cette expression. Le capital versé du Crédit Lyonnais ou de la Société Générale, qui en 1911 était, pour chacune d'elles, de 250 millions, dépasse — et de beaucoup — le total des capitaux de toutes les banques roumaines. Par conséquent, le problème des banques, qui a été tant étudié par les publicistes, depuis une dizaine d'années, se posera autrement en Roumanie que dans ces riches pays. Sa pauvreté en disponibilités de numéraire qui retarde l'exploitation intensive de ses richesses naturelles et de sa puissance du travail, suscite d'autres questions que nous allons éclaircir dans la suite.

La comparaison avec un passé assez récent prouve, néanmoins, le rapide développement des banques. Lors de l'inauguration du nouveau palais de la « Banque de crédit roumain » à Bucarest, son directeur, M. W. Dickin, disait : « Il y a 25 ans, les trois grandes banques roumaines avaient un capital de 12 millions, et le total

Nombre et capital des banques commerciales roumaines dans les quatre dernières années (1).

MONTANT DU CAPITAL	NOMBRE DES BANQUES				CAPITAL VERSÉ EN MILLIONS			
	1910	1911	1912	1913	1910	1911	1912	1913
Jusqu'à 1.000.000.	107	137	160	171	35,72	51,97	56,78	57,97
De 1.001.000 à 2.000.000.	2	2	12	12	4,00	3,20	17,46	18,95
De 2.000.001 à 5.000.000.	1	1	4	4	3,50	3,00	12,11	12,38
De 5.000.001 à 10.000.000.	3	5	3	2	24,43	34,43	23,50	16,35
Au-dessus de 10.000.000.	4	5	6	7	49,00	66,59	81,59	112,43
Total.	117	150	185	196	113,65	159,11	191,46	218,11

(1) Tableau rédigé d'après celui publié dans *Statistica anuala a Romaniei* pour 1913-1914, de MM. Chr. Staicovici et P. Iconomu. Bucarest, Imprimerie F. Göbl et fil.

des sommes avec lesquelles elles travaillaient ne dépassait pas 40 millions ». En 1908, d'après la statistique faite par M. Toma Dragomirescu, le capital total des banques roumaines était encore à peine de 62,7 millions (1).

La rapidité du progrès est évidente, quand on voit que le nombre des banques s'élevait à 196 en 1913 et que leur capital dépassait 200 millions.

Il nous paraît même que le nombre de 196 banques constituées en sociétés anonymes, sans parler des banques particulières dont nous n'avons aucune statistique, dépasse les nécessités financières de la population. Car en France, d'après l'évaluation de M. Paul Beauregard, — la France aussi n'a aucune statistique officielle sur cette matière, — le nombre des institutions de crédit local était en 1902 de 800, disposant d'un capital de 1.200 millions (2). Dans ce chiffre les banques populaires ont été comprises. Il y avait donc en France deux banques par 100.000 habitants, tandis que si on fait le même calcul pour la Roumanie, on trouve 42 banques pour le même nombre d'habitants.

L'écart paraît fantastique, mais si la statistique de M. P. Beauregard comprend toutes les banques situées hors Paris, il est bien vrai.

Cette augmentation du nombre des banques roumaines est le résultat d'un mouvement de l'opinion en faveur de la création des institutions de crédit, mouvement qui a com-

(1) *Istoricul bancilor diu Romania*. Typ. Spéranta, Bucaresti, 1908.

(2) Dr E. Kaufmann, *La Banque en France*.

mencé depuis 12 ans à peine. Dans les derniers temps, surtout depuis 1910, à la suite de très bonnes récoltes (1) qui ont fait affluer l'argent partout, un vrai engouement pour la création des banques se manifesta en Roumanie. Les résultats des premières banques fondées avaient été, en effet, très satisfaisants. Mais les fondateurs ne recherchaient pas seulement des bénéfices pour leurs capitaux, ils espéraient encore un accroissement de leur puissance politique, par l'influence qu'ils pensaient obtenir sur tous les clients de leurs banques.

Le nombre des banques à un capital inférieur à 1 million passe, en 4 ans, de 107 à 171, donnant donc un accroissement de 59 %; dans le même temps leur capital passe de 35,7 millions à 57,9 millions, c'est-à-dire qu'il augmente de 62 %.

Cherchant à profiter de l'abondance des capitaux qui s'offraient, les banques à un capital plus grand, émettent de nouvelles actions pour l'agrandir encore, la plupart avec une prime destinée au fonds de réserve. Ainsi, le chiffre du capital de ces banques, qui en 1910 était de 80 millions, s'élève en 1913 à 160 millions.

Le monde dirigeant des affaires qui avait eu un moment de contentement en voyant le public sortir ses capitaux et s'intéresser aux affaires financières, commence à s'inquiéter en face des proportions prises par le mouvement en faveur de la création de nouvelles banques.

(1) La valeur de la production agricole qui en 1909 atteignait à peine un milliard a été en 1910, 1911 et 1913 de plus d'un milliard trois cents millions.

M. G. D. Creanga, sous-directeur du Crédit Foncier, très connu et apprécié en Roumanie et en Allemagne, par ses études économiques, publie alors un important article dans lequel, en donnant « le signal d'alarme, » il disait :

« Chaque jour nous apprenons la création d'une nouvelle banque soit à Bucarest, soit en province. A Bucarest surtout, le nombre des banques est devenu tellement grand, que les fondateurs auront bientôt besoin d'un nouveau vocabulaire pour pouvoir dénommer une nouvelle banque....

« Excepté six ou sept grandes banques de Bucarest et deux ou trois banques de province qui se sont assurées une base solide par leur passé, par leurs réserves et par la prudence avec laquelle elles dirigent leurs affaires, toutes les autres banques, par la légèreté avec laquelle elles accordent les prêts, par la chasse au client, reposent sur un fondement tellement faible qu'elles chancelleront à la moindre crise et tomberont en ruines à la première secousse. Si les grandes banques accordent de grands crédits, généralement dans des buts de production, — sans autre danger que l'immobilisation trop longue de leur capital roulant — les petites banques accordent, par contre, des crédits réduits, qui peuvent être toujours considérés comme des crédits de consommation et qui, le plus souvent, ne peuvent pas mettre les débiteurs en état de payer facilement à l'échéance. »

(1) *Viitorul*, quotidien de Bucarest, mai 1912,

Plus tard, en revenant un peu sur le sévère jugement qu'il avait rendu, M. D.-G. Creanga écrivait dans *La Bourse* (1) : « Tout le monde a le sentiment que dans un laps de temps relativement court on a trop construit à la surface et que le moment est venu où il faut impérieusement *construire en profondeur et consolider ce qu'on a déjà bâti...* »

« Il incombe aux grandes banques le rôle de donner une direction salubre à notre économie nationale. Ces banques devraient diriger le capital disponible vers des entreprises productives. »

Cette intervention venue à propos et les premiers symptômes de la crise, provoquée par la guerre italo-turque, qui commençait, ont enrayé l'emballement pour la création de nouvelles banques. Il était d'ailleurs temps, car la crise économique, conséquence de l'arrêt d'exportation produit par la fermeture des Dardanelles, commençait aussi.

Quoique les crises économiques survenues n'aient pas produit les désastres annoncés, car les petites banques avaient eu le temps de consolider un peu leur situation par le secours que la Banque Nationale et les grandes banques leur accordèrent, nous approuvons pleinement les conclusions de M. G.-D. Creanga.

Le nombre des banques est plus que suffisant. Dès maintenant, les petites banques devraient augmenter leur capital, fortifier leurs réserves en renonçant aux

(1) *Bursa*, 27 mai 1912, Revue économique, Bucarest.

dividendes exagérés et, surtout, elles devraient fusionner entre elles pour se former un capital plus important, attirer un plus grand nombre de dépôts et diminuer leurs frais généraux. De la sorte, tout en gagnant assez, elles pourront exiger un intérêt moins élevé pour l'escompte et toutes les autres opérations. Car — phénomène curieux, mais souvent observé en Roumanie, — la concurrence au lieu de faire baisser les prix de vente les fait hausser, parce que chaque vendeur vendant moins qu'auparavant ne se donne pas la peine de lutter longtemps contre ses concurrents, mais il partage avec eux le marché et défend ses bénéfices antérieures en élevant les prix. Il gagne ainsi sur la hausse ce qu'il gagnait avant sur la quantité.

C'est l'histoire du taux de l'intérêt pris par les petites banques. Assez convenable au commencement de leur essor, cet intérêt a augmenté ensuite, quand la concurrence diminuait le chiffre d'affaires, jusqu'au taux de 13 ou 15 % (1).

Les grandes banques, qui réescomptent assez fructueusement une grande quantité du portefeuille des petites, n'ont pas été défavorables à leur multiplication ; au contraire elles l'aidaient, car toutes ces petites banques, à faible capital, sans dépôts importants, n'ayant pas facilement accès à la Banque Nationale, étaient obligées de réescompter chez elles. De cette façon les grandes banques emploient en bons placements leurs disponibilités. Elles ont ainsi des succursales, sans faire des frais. Mais

(1) Chiffres donnés par *La Bourse*, 20 février 1911.

le taux de l'intérêt — facteur si important de la vie économique — reste élevé, ayant à payer les dividendes et les frais de deux séries de banques. (1)

La concentration des banques a certainement ses désavantages et soulève le grand problème de la gestion du capital national par quelques facteurs irresponsables devant la nation, guidés seulement par leur intérêt personnel.

Mais, il n'en est pas moins vrai, que la dispersion des banques à capitaux insuffisants a une mauvaise influence sur l'activité économique, car elle renchérit la production et le coût de la vie, sans pouvoir remplir au moins le rôle des banques locales, qui est d'encourager l'initiative industrielle et de venir en aide à la mise en valeur des richesses locales.

★★

En dehors de la grande classification des banques roumaines en banques commerciales, foncières et populaires, on ne peut pas faire d'autre distinction divisionnaire pour les banques commerciales. Il n'y a pas de banques de dépôts et de banques d'affaires, comme il y en a en France et en Angleterre. Les banques roumaines de crédit mobilier se rapprochent plutôt des banques allemandes (dont, d'ailleurs, en ce qui regarde les principales, elles sont la création) ; elles sont, comme disait l'économiste Schaeffle, des « banques à tout faire ». Elles

(1) Pour une petite banque, la Banque commerciale de Bacau par exemple, a un capital de 560.000 francs, les frais généraux ont été en 1913 de 288 569 francs à peu près 2 % sur le montant de chaque effet escompté par cette banque.

sont encore moins spécialisées que les banques allemandes, car avec les opérations de crédit, elles exploitent pour leur compte des industries et des affaires commerciales. Les unes, comme la « Banque Marmorosch, Blanck & Cie », ont des bureaux pour le commerce des céréales, et les autres, comme la « Banque d'escompte » ont des fabriques de briques ou d'autres objets.

La distinction entre les banques d'affaires et les banques de dépôts, si poussée en Angleterre, où les *Joint-Stocks Banks* ont une organisation spéciale en vue de l'administration des dépôts, commencée depuis peu en France, méconnue en Allemagne, paraît être le résultat d'une évolution qui va du complexe au simple.

La spécialisation n'apparaît qu'au moment où les dépôts deviennent si importants, qu'ils dépassent de beaucoup les ressources propres des banques. Alors, pour assurer leur sécurité, il faut que les banques s'interdisent de faire les opérations qui peuvent immobiliser leurs fonds ou qui présentent un risque trop grand.

« C'est seulement dans les pays saturés de capitaux disponibles que les banques de dépôts peuvent atteindre un développement complet. Dans les pays qui n'ont pas encore atteint ce degré de développement, comme par exemple l'Allemagne, les établissements de crédit n'ont pas, malgré une concentration prononcée, le caractère spécifique de banques de dépôts, et ils doivent utiliser une partie considérable de leur capital propre comme fonds de roulement. » (1)

(1) Dr Kaufmann, *op. cit.*, p. 252.

La question des banques de dépôts a été beaucoup discutée, en France, dans les dernières années. Elle a été soulevée par l'accroissement extraordinaire des dépôts dans les quatre grandes banques françaises: le Crédit Lyonnais, la Société Générale, le Comptoir National d'Escompte et le Crédit Industriel. Ces banques, d'après les bilans semestriels publiés le 30 juin 1914, détenaient pour leur clientèle, en comptes de chèques, de dépôts à vue, à terme ou à préavis, la formidable somme de 5.500 millions de francs.

Quant aux neuf grandes banques roumaines, leurs ressources propres, capital et réserves, étaient en 1913 de 172 millions, et les dépôts qu'elles détenaient ne dépassaient pas 200 millions de francs.

On ne peut donc pas demander une spécialisation stricte de ces banques dès maintenant. Mais, l'enrichissement progressif du pays pouvant amener une multiplication des dépôts dans les banques, on devrait déjà penser aux futures mesures de garantie. Cette fois ci encore pour l'organisation de la Roumanie, « la forme doit précéder le fond. »

(1) *Revue des Deux-Mondes*, sept. 1914. *La mobilisation financière*.

CHAPITRE II

LES GRANDES BANQUES

1. — Leur puissance, leurs ressources.

Nous avons déjà fait toutes les réserves en ce qui regarde la dénomination de « grandes » appliquée à nos banques. Elle est toute relative, résultant de la comparaison des ressources propres des banques roumaines, et sans aucune prétention de classification générale. Nous considérerons donc comme telles toutes les banques qui possédaient en 1913 un capital de 5 millions ou un supérieur à ce chiffre. C'est une distinction arbitraire, mais il n'y en a pas d'autre possible.

Dans cette catégorie — en dehors de la Banque d'émission que nous avons étudiée à part — il y avait en 1913, en Roumanie, un nombre de neuf banques, constituées en sociétés anonymes par actions. Ce sont les suivantes :

Banques	Capital (en millions de francs)	Réserves	Total
Marmorosch, Blank et C ^{ie} .	20	11,4	31,4
De Crédit roumain	20	8,9	28,9
Roumaine	26	2	28,2
Agricole.	18,5	9	27,5
Générale roumaine	15	4	19
Commerciale roumaine. . .	12	0,7	12,7
Of Roumania Ltd.	6,5	?	6,5
D'Escompte	10	0,7	10,7
Du Commerce de Craïova.	5	2,8	7,8
	133,2	39,5	172,7 (1)

Toutes ces banques — exception faite de la Banque du Commerce qui a son siège central à Craïova — ont leur siège social à Bucarest. Leur actif total pour 1913 a été de 915 millions francs. (2)

La plus ancienne d'entre elles est « *The Bank of Roumania Ltd* » qui a été fondée en 1865 par des capitalistes anglais, comme « banque d'émission et d'escompte » au capital de 10 millions francs. Nous avons vu que le privilège d'émission lui a été retiré en 1869, sans que la banque eût le temps de commencer ses opérations. (3) Depuis, son capital a été réduit à 6,5 millions, et elle fonctionne comme la succursale d'une société anonyme de

(1) En 1911, les ressources propres des quatre grandes banques françaises déjà citées étaient de 1.321 millions de francs et celles des grandes banques allemandes de 2.050 millions de francs.

(2) L'actif total des banques belges était en 1903 de 1.700 millions de francs, et en 1913 il dépassait de beaucoup 2 milliards. *La Belgique*, 1905, public. offic.

(3) J. Raducanu, *Principalele banci comerciale romane. Viata Romaneasca*, août 1913, Iassy.

crédit qui a son siège principal à Londres. Elle est en étroites relations avec le marché financier anglais. C'est la banque qui se tient le plus strictement dans le terrain des affaires bancaires simples, se contentant de bénéfices inférieurs à ceux de ses semblables.

La *Banque Marmorosch, Blank et Cie* est une ancienne banque privée, fondée en 1884 par deux capitalistes, J. Marmorosch et M. Blank, commandités par des banques allemandes (1), qui a été transformée en société anonyme en 1905. Par ses ressources propres, par sa participation à toutes les affaires financières du pays, par son esprit d'initiative, la Banque Marmorosch, Blank et Cie, s'est mis, depuis longtemps, au premier rang des banques roumaines. Son premier capital social de 8 millions s'est élevé en neuf années à 20 millions. Pendant le même temps, ses fonds de réserve ont passé de 374.986 francs à 12.500.000 francs. Toutes ses opérations ont progressé dans la même proportion. Le bénéfice initial de 9 % a augmenté régulièrement. En 1914, il a été de 11 %. Imitant l'exemple des grandes banques européennes, elle cherche à devenir une banque de dépôts et de compensations. Outre ses créations : Banque de Moldavie de Iassy, Banque centrale de Ploesti et la Banque de commerce et de dépôts de Salonique, elle a trois succursales en province et trois agences de quartier à Bucarest.

La *Banque Roumaine*, fondée en 1911, a le capital le plus important de toutes les banques roumaines. Quoiqu'elle soit aussi la plus jeune, elle a rapidement progressé

(1) Toma Dragomirescu, *Istoricul Bancilor din Romania*.

et joue maintenant, dans le mouvement économique roumain, un rôle des plus importants. Son portefeuille-escompte qui, en 1911, s'élevait déjà à 20,5 millions de francs, était à la fin de 1914, date de la clôture du dernier bilan, de 83,5 millions de francs. Dans le même laps de temps, son capital, fixé d'abord à 12 millions de francs, a été élevé en trois ans à 26,5 millions. Les bénéfices nets — forcément inférieurs à ceux de la Marmorosch, Blank et Cie — ont progressé de 625.122 francs en 1911, à 1.775.620 francs en 1914. Il ne faut pas oublier que la Banque Roumaine est au début de son activité. Prenant toujours l'initiative des grandes entreprises à lancer, elle a créé plusieurs sociétés qui sont en plein développement. Elle ne publie pas le chiffre des dépôts, mais, d'après une certaine immobilisation de ses capitaux et d'après la participation active à des entreprises industrielles et de travaux publics, il paraît que la Banque Roumaine s'achemine vers le type de la « banque d'affaires », bien qu'elle ait encore le portefeuille-escompte le plus important de toutes les banques.

La Banque générale Roumaine, au capital actuel de 15 millions de francs, a été fondée en 1895 par des capitalistes allemands, par l'absorption de l'ancienne maison « Frères Elias et Ghermani » (1). Son chiffre des « comptes courants créditeurs » qui, en 1913, était de 138,6 millions, dépasse de beaucoup le même compte des autres banques. C'est la preuve de l'importance des capitaux allemands qu'elle emploie. Les intérêts du com-

(1) J. Raducanu, *op. cit.*

merce allemand sont encore puissamment secourus par la *Banque de crédit Roumain*, au capital actuel de 20 millions de francs, banque fondée en 1909, et par la *Banque commerciale Roumaine*, créée en 1907, au capital de 12 millions. Ces trois banques ont quatorze succursales en province et voient progresser leurs opérations chaque jour.

La Banque agricole, privilégiée par la loi du 1^{er} avril 1894 pour mieux servir les intérêts financiers de l'agriculture, a aujourd'hui un capital de 18.500.000 francs. Son bilan pour 1912 chiffrait à l'actif 135 millions de francs, étant de ce chef le plus important de tous les bilans des banques roumaines. D'ailleurs, les privilèges qui lui ont été octroyés par l'État, à titre absolument gratuit, lui permettent de faire des opérations très profitables. C'est la banque qui, après la Banque Nationale, a le plus grand nombre de succursales. En 1913, elle en avait seize.

La Banque d'Escompte, fondée en 1899, a aujourd'hui un capital-actions de 10 millions de francs. En raison de l'immobilisation d'une partie assez importante de son capital, cette banque ne s'est pas développée dans la même mesure que ses concurrentes plus jeunes et a un chiffre d'affaires proportionnellement inférieur.

Pour terminer cette présentation des grandes banques roumaines, il nous reste à citer encore la *Banque du commerce* de Craïowa — une banque régionale — qui a eu un développement admirable, grâce à la sagesse de sa direction centrale, qui a su s'accommoder aux conditions économiques de la région et attirer un grand nombre de dépôts. Ceux-ci s'élevaient en 1913 à

un chiffre quatre fois supérieur aux ressources propres de la banque. Cette proportion n'a été atteinte par aucun autre établissement de crédit roumain.

C'est — à notre avis — un modèle à imiter par les petites banques locales, qui devraient fusionner et constituer des banques régionales, comme la Banque du Commerce.

2. — Relations entre les ressources propres et les capitaux d'emprunt

Un des caractères de l'organisation des banques modernes, c'est la proportion de plus en plus grande des comptes des tiers vis-à-vis de leurs ressources propres. Il paraît que, pour les banques, la boutade si connue : « Les affaires c'est l'argent des autres, » va devenir tout à fait vraie.

En 1911, pour les quatre grandes banques françaises de dépôts, les comptes des tiers étaient aux comptes « capital et réserves » comme 556 est à 100. Pour les trois banques allemandes (1), la proportion était de 321 pour 100.

Quant aux banques roumaines, cette proportion est moindre. Les comptes des tiers, pour les neuf banques principales, s'élevaient en 1913 à 641,4 millions, pendant que les ressources propres étaient de 172,8 millions. La proportion est donc de 371 pour 100. Mais dans

(1) Deutsche Bank, Diskonto Gesellschaft et Darmstaedter Bank (citées par Dr E. Kaufmann, *op. cit.*).

le chiffre de 641,4 millions, total des comptes des tiers, il y a un chiffre de 108,3 millions qui représente le rées-compte fait à la Banque Nationale de Roumanie. De même, 330 millions de ce total ne sont pas des dépôts proprement dits, mais des capitaux étrangers mis « en pension » dans les banques qui ont de fortes relations avec le marché financier allemand et autrichien. Par conséquent, la proportion donnée par la comparaison simple des deux comptes n'est pas formée par les mêmes termes et ne peut pas donner les mêmes indications que celle relative aux banques étrangères.

On peut voir dans le tableau suivant où les grandes banques trouvaient, en 1913, leurs moyens d'action :

(Chiffres en millions)

LA BANQUE	Capital et réserves	Dépôts	Comptes crédit.	Réescomp- tes
Marmorosch et Cie. .	31.4	44.9	51.7	5.3
Roumaine	28.2	4.8	35.6	42.7
Générale roumaine . .	19	?	138.6	?
De Crédit roumain . .	28.9	44.8	38.8	3.9
Commerciale roumaine.	12.7	?	58.3	?
Du Commerce.	7.8	28.5	11.9	4.4
Of Roumania	6.5	?	31.1	?
Agricole	27.6	16.4	10.6	28
D'Escompte	10.7	10.1	7	24
	172.8	149.5	383.6	108.3

Ces chiffres nous montrent que les banques roumaines ne complètent pas leurs ressources seulement avec les dépôts des particuliers, comme les banques françaises, par

exemple; leurs fonds de roulement sont constitués plutôt par les soldes des comptes-créditeurs et par le réescompte.

Donc, quant à la source à laquelle les banques roumaines puisent leurs ressources supplémentaires on peut les diviser en trois groupes. (1) Le premier est formé par les banques : Générale roumaine, Marmorosch, Blank et Cie, de Crédit roumain, Commerciale roumaine et The Bank of Roumania Ltd, qui prennent leurs capitaux d'emprunt dans les comptes-créditeurs, fournis pour la plupart par les grandes banques allemandes ou autrichiennes, et en très petite quantité par les banques françaises et anglaises. Un second groupe est constitué par les banques : Roumaine, Agricole et d'Escompte qui complètent leurs capitaux par le réescompte à l'institution d'émission. Et, enfin, la Banque du Commerce de Craïova, qui seule de toutes les banques, trouve dans des dépôts sa principale source de numéraire.

Les banques qui emploient des capitaux étrangers les obtiennent dans des conditions meilleures que celles imposées par la Banque Nationale aux banques roumaines qui lui demandent habituellement le réescompte, car le loyer de l'argent est à meilleur marché sur les grandes places financières de Berlin ou de Vienne qu'en Roumanie. A ce point de vue, les banques du second groupe sont dans une situation moins avantageuse — en temps de calme économique — que celles du premier groupe. Mais, dans des moments de crise de capitaux sur les

(1) Cf. J. Raducanu, *op. cit.*

marchés étrangers, les capitaux placés provisoirement en Roumanie se retirent précipitamment, et les banques qui les employaient sont obligées de s'adresser, elles aussi, à la Banque d'émission afin de réescompter leur portefeuille.

En 1911, par exemple, année de calme économique, les grandes banques n'ont escompté à la Banque Nationale que 33 % de leur portefeuille, tandis qu'en 1912, année de la guerre balkanique, le réescompte s'éleva à 36 %, pour augmenter encore en 1913, année de l'intervention roumaine, et s'élever à 38,9 %. Pour 1914 cette proportion a dû croître encore davantage, car le retrait des capitaux a été plus important.

CHAPITRE III

LES OPÉRATIONS DES GRANDES BANQUES

1. — Chèques, virements, compensations

« Ce n'est pas à dire que l'entremise de la banque — écrivait M. Albin Huart (1) — ajoute quoi que ce soit au capital circulant. Elle ne lui donne pas une plus grande valeur directement, mais elle accroit la vélocité du cycle de la circulation ; elle permet que le contact s'établisse plus rapidement, plus sûrement et plus fréquemment ; elle est un intermédiaire moral qui se porte en quelque sorte garant de la transaction. »

Cette définition générale du rôle joué par les établissements de crédit dans la vie économique est bien vraie ; peut-être devrait-elle être complétée en ajoutant que, à l'encontre de l'idée généralement reçue que la banque multiplie le numéraire et les instruments de crédit, elle tend — depuis quelques années surtout — à diminuer leur nombre et à faire réduire toutes les opérations

(1) *L'organisation du crédit en France*. Girard et Brière, Paris, 1 vol., 1913, p. 5.

de paiement, demandées par l'échange de plus en plus intense des richesses, à des jeux d'écritures dans les « grands livres » de la comptabilité bancaire.

Cette direction de l'évolution de l'échange, qui paraît justifier la théorie du progrès humain représentée par une spirale ascendante, car, en diminuant le rôle de la monnaie elle revient à l'ancien « Troc » — mais combien perfectionné ! — nous fait entrevoir l'importance de plus en plus grande que prennent les chèques et les opérations de banque, appelés virements et compensations.

Les banques anglaises ont été les premières à donner le développement nécessaire aux nouveaux moyens de paiement. Les chèques au porteur, les chèques barrés (1), les virements, largement employés par les banques et leurs clients, ont rendu possible une grande économie de numéraire. Ainsi l'Angleterre, qui ne possède que 80 francs de monnaie métallique par tête d'habitant, fait beaucoup plus de transactions que la France, dont chaque habitant possède un stock de 200 francs.

En dehors des virements et compensations que chaque banque fait pour le compte de ses clients, dans les pays avec une bonne organisation économique, les banquiers règlent entre eux leurs opérations avec l'intermédiaire d'une institution spéciale, *la Clearing House*.

(1) Le chèque barré existe en Angleterre depuis 1828. En France, il a existence légale depuis la loi du 30 décembre 1914. Il n'y a pas de disposition légale spéciale en Roumanie, pour le chèque barré. Mais d'après les articles 364 sq. du code de commerce, sa création est possible.

Dans ces *banques des banquiers*, chaque maison de banque y possède un compte courant dans lequel on inscrit au fur et à mesure de leur exigibilité les créances de la banque considérée envers toutes les autres. « Il s'ensuit que, réunies dans le Clearing, toutes les banques finissent par n'avoir devant elles qu'un seul et même créancier. Lorsque la balance entre le doit et l'avoir est établie pour chaque banque, il en résulte soit un mouvement d'écritures, inscrivant au compte de l'une les dettes de l'autre, soit un mouvement d'espèces qui sert à régler les différences » (1).

L'économie de numéraire, de correspondances, de calculs, obtenue ainsi est énorme.

Le total des opérations des Clearing-Houses atteint chaque année des chiffres formidables.

En 1911, ce total était pour :

La chambre de compensations des banquiers de Paris (2).	30 milliards.
Clearing House de Londres	392 —
— — de New-York	793 —
— — de Bruxelles	8 —

A combien d'opérations et de mouvements de numéraire fallait-il recourir pour le règlement des comptes montant à des centaines de milliards ! Ce règlement, la Clearing House le fait journellement dans ses séances de

(1) Albin Huart, *op. cité*, p. 29.

(2) Il fallait ajouter aussi le chiffre de 270 milliards de francs, virements faits par la Banque de France.

deux ou trois heures, avec une rapidité et une clarté parfaite, tout en donnant en même temps aux intéressés un aperçu précis et sincère de la situation de chaque banque.

Il n'y a pas de Clearing House en Roumanie (1). D'ailleurs, les chèques barrés ou non, le mécanisme des compensations sont peu connus, même dans les milieux commerciaux. La Banque Nationale de Roumanie ne leur a pas accordé une très grande attention, comme la Banque de France l'a fait. Seule la Banque Marmorosch, Blank et Cie, paraît avoir introduit plus amplement ces opérations dans les relations avec sa clientèle.

Ses virements ont été :

En 1905 de	1.815 millions.
En 1910 de	2.512 —
En 1914 de	3.694 —

2. — L'escompte

Cherchons donc ailleurs l'activité des banques roumaines, et, notamment, dans l'escompte du papier commercial, qui est une des plus importantes fonctions des banques. Par l'escompte, les créances à terme, qui représentent une partie du fonds de roulement du commerçant ou de l'industriel, sont transformées en

(1) Il y a le Bureau de contrôle des Banques associées, mais il sert à contrôler les demandes de crédit pour éviter qu'un client ait des comptes ouverts à plusieurs banques, ce qui serait dangereux.

numéraire, numéraire qui dormait dans les caisses de la banque ou des particuliers et qui, par cette opération de crédit, entre de nouveau dans le courant de la production.

Ces effets de commerce, appelés aussi lettres de change ou traites, sont toujours supposés avoir une cause réelle, c'est-à-dire représenter la transmission d'une valeur marchande du vendeur à l'acheteur. Ce dernier, faute de numéraire ou pour des motifs commerciaux, ne paye pas immédiatement et en espèces, mais promet de payer à une certaine date, en signant une lettre de change ou en acceptant une traite tirée sur lui par le vendeur. Le caractère de réalité fait naître une grande confiance dans ces écrits, car ils sont les signes d'une valeur réellement existante. « On suppose que chaque affaire sert de gage au papier à la création duquel elle donne lieu, sous la garantie subsidiaire de ceux qui y ont participé (1). » De la sorte, leur circulation est aisée dans le monde commercial, les quelques « effets de complaisance » qui sont lancés de temps à temps dans la circulation ne pouvant pas ébranler la confiance générale, confirmée par une longue pratique des affaires habituellement honnêtes.

Le code de commerce roumain accorde une série d'importants privilèges pour la création, le recouvrement des lettres de change et des traites, et pour l'exécution du

(1) J. Courcelle-Seneuil, *Opérations de banque*, 10^e édit., revue par A. Liesse, p. 101.

débiteur récalcitrant. La procédure de l'exécution forcée est très simplifiée, les incidents possibles limités, tous les délais, si long en civil, sont très courts en cette matière.

La création des effets de commerce est soumise à des taxes fiscales réduites, 0 fr. 10 pour 100 francs (1)

L'escompte du papier commercial est d'autant plus important pour l'activité économique roumaine que la plupart des commerçants ont de très faibles capitaux et travaillent généralement à crédit.

Pour n'envisager que les trois dernières années, pour lesquelles nous avons des données précises, le solde de l'escompte du papier commercial fait par les neuf grandes banques, s'élevait à la clôture des bilans :

En 1911, à 171,9 millions

En 1912, à 251,5 —

En 1913, à 278,9 —

Pour la totalité des banques qui publient leurs bilans, le chiffre du portefeuille-escompte était en 1911 de 373,1 millions et de 450,8 millions en 1912 (2).

La part de chaque banque dans ces opérations a été la suivante, pour 1911, 1912 et 1913 (chiffres en millions de francs) :

(1) Voir pour plus de détails André Martin, *Monnaies, effets de commerce et changes de tous les pays*. Paris, 1914, Giard et Brière, p. 39-41.

(2) Christ. D. Staïcovici, *Bilanturile societăților anonime pe anul 1912*. București, F. Göbl et Fiu, 1913.

Banques	1911	1912	1913
Roumaine	20,5	56	66,8
Agricole	16,	32,9	40,6
D'Escompte.	13,6	28	32,6
Of Roumania	29,4 (1)	29,9	31,2
Du Commerce.	23,1	32,9	29,9
Marmorosch	12,8	21	25
De Crédit Roumain . . .	24,1	19,3	22,4
Commerciale roumaine. .	9,4	15,6	16
Générale roumaine . . .	13,1	15,5	14,5
	171,9	251,5	278,9

La progression des opérations d'escompte s'explique par une activité économique progressive, qui multiplie les transactions commerciales. Mais l'escompte n'est pas pour nos banques un placement de leurs ressources propres — une contre-partie des dépôts — comme c'est le cas pour les grandes banques françaises ou anglaises. Car, sauf la Banque du Commerce de Craïova, qui emploie en escompte ses dépôts, et les banques qui ont d'importants comptes créditeurs, les autres font l'escompte — en dernière analyse — avec les disponibilités de la Banque Nationale de Roumanie. En lisant les chiffres que nous donnons plus bas, et en les comparant avec ceux du tableau précédent, on peut voir que telles banques escomptent le plus d'effets commerciaux qui réescomptent d'habitude leur portefeuille à l'établissement central d'émission.

(1) Les bilans de cette banque étant très succincts, n'ont pas un chapitre spécial pour l'escompte. Il est compris sous la dénomination vague de « Débiteurs ».

Valeur des effets réescomptés par la Banque Nationale

(Chiffres en millions de francs)

Banques	1911	1912	1913
Roumaine	17,4	39,9	42,7
Agricole.	10 -	19,4	28
D'Escompte.	17,4	19,2	24
Of Roumania	—	2	?
Du Commerce.	5,2	6	4,4
Marmoroŝch	—	5,2	5,3
De Crédit roumain . .	7,3	0,4	3,9
Commerciale roumaine	?	?	?
Générale roumaine . .	?	?	?
	57,5	92,1	108,3

Il résulte de cette comparaison, que 38,9 % de l'escompte fait en 1913 par les grandes banques, a été fait avec le capital d'émission de la Banque Nationale de Roumanie. Par conséquent du total de son portefeuille-effets, qui, en 1912, était de 157,1 millions, plus de 58 % était constitué par le papier apporté par les neuf grandes banques. Ajoutant aussi le réescompte des autres banques, on peut voir que, comme nous l'avons déjà dit, il reste peu de place pour l'escompte direct.

Le recours au réescompte qui n'est pas fait par les banques occidentales qu'en des moments de resserrement monétaire, est une opération journalière pour les banques roumaines. Par conséquent, la vraie source de leurs moyens d'activité c'est la Banque d'émission. On peut donc en déduire que celle-ci ne fera que très peu d'escompte direct, et que les banques, au lieu de chercher les capitaux disponibles et les attirer chez elles, ont dans l'appui de la Banque Nationale, la certitude de trouver

toujours le numéraire nécessaire. Il s'en suit que l'indépendance de ces banques vis-à-vis de l'établissement d'émission n'est pas tout à fait parfaite et que celui-ci, pour des motifs différents, pourra favoriser telle ou telle banque. Le taux de l'escompte reste ainsi assez élevé, car nous sommes encore loin d'envisager une concurrence pour l'escompte entre l'institut d'émission et les autres banques, concurrence qui est devenue très vive en France et qui paraît se terminer par le triomphe des grandes banques de dépôts, plus libres dans leurs mouvements que la Banque de France.

Le taux de l'escompte varie d'après les banques, d'après la solvabilité des signataires de l'effet et d'après les conditions générales du marché.

Dépassant habituellement de 2 ou 3 points le taux officiel de la Banque Nationale, pour les grandes banques, il est de 10-14 ‰ pour les petites banques de province.

Les conditions du crédit sont, par conséquent, assez dures, et sont tout-à-fait inférieures à celles dont profitent le commerce français, anglais, allemand, belge ou hollandais. La cause est d'abord la pénurie des capitaux et ensuite la défectuosité de notre organisation bancaire, trop dispersée.

Le terme des effets est en général de trois mois ; mais on accorde toujours à l'échéance un renouvellement de trois autres mois, moyennant une commission de 0.30-0.50 pour 100.

Tout en demandant des réformes pour l'abaissement du taux de l'escompte, nous devons constater que le taux

actuel marque une supériorité évidente sur un passé assez proche. Le rôle des banques a été des plus salutaires, car nous ne voyons à présent et nous ne reverrons jamais les intérêts exorbitants qui, il y a quinze ans, s'élevaient quelquefois, pour les petits commerçants solvables, jusqu'à 5 % par mois ou 60 % par an.

3. — Les avances sur titres

Quand un besoin immédiat, mais provisoire, de numéraire est ressenti par ceux qui ont placé leurs capitaux en valeurs mobilières, leur premier mouvement est de mettre en gage ces valeurs, pour se faire prêter dessus l'argent nécessaire. On préfère cette opération à une vente en Bourse au comptant, même avec l'espoir d'un achat à terme, parce que la vente faite à un moment qu'on ne peut pas choisir est souvent désavantageuse, et parce qu'on renonce difficilement à un placement déjà fait qu'on veut toujours garder et défendre. Ces avances à courte échéance, garanties par des nantissements de titres, occupent la seconde place, après l'escompte, au point de vue des opérations d'une banque de crédit mobilier.

Ce crédit est moins personnel que celui accordé sur les signatures d'un effet de commerce, car la personne du débiteur s'efface devant la valeur réelle du gage. Mais les titres nantis doivent être d'une réalisation facile et d'une valeur non soumise à une trop grande dépréciation ou à des brusques fluctuations de cours.

Pour que la première condition soit réalisée, ces titres

doivent avoir à leur disposition un marché d'une capacité assez grande, qui ne peut être constitué que par une Bourse active. Quant à la seconde condition, c'est au prêteur d'apprécier la valeur intrinsèque du gage et de fixer ainsi la marge de garantie.

Nous avons eu déjà l'occasion de montrer que la Bourse roumaine est à peine au commencement de sa vie et que, par conséquent, elle ne peut pas offrir un large marché susceptible d'une active négociation de titres au cas où les banques seraient obligées de réaliser les gages de leurs clients.

Il en résulte donc que ces placements ont un certain caractère d'immobilisation et ne peuvent pas être considérés comme des ressources rapidement réalisables, comme c'est le cas pour les banques occidentales qui ont à leur disposition une Bourse de grande capacité d'achat.

C'est en vain que nous voudrions chercher à établir le chiffre exact des avances faites sur gage de titres par les banques roumaines. Leurs bilans sont faits de telle façon, qu'on ne peut pas trouver d'indications précises sur ces opérations.

La Banque Marmorosch, Blank et Cie, par exemple, dans son bilan clôturé le 31 décembre 1914, confond dans le même chapitre « les avances sur effets publics, sur effets de commerce, sur céréales et cessions. » The Bank of Roumania Limited est plus vague encore, en n'ayant à son actif qu'un compte général pour tous les débiteurs, compte appelé « débiteurs en compte courant, effets escomptés et autres valeurs. » Le bilan de la

Banque générale Roumaine a bien un chapitre intitulé « dépôts de titres », mais on ne précise pas si ce sont des titres en gage ou en garde. Dans le bilan de la Banque commerciale Roumaine et de la Banque d'Escompte, on ne saurait pas où trouver le chiffre des avances. Il ne reste que la Banque Roumaine, la Banque de crédit Roumain et la Banque Agricole qui donnent, avec une clarté relative, le chiffre des avances faites sur des valeurs mobilières. La Banque Roumaine donne seulement le chiffre de la valeur des effets publics qui sont déposés en gage, sans préciser les sommes avancées sur ces effets et les sommes avancées sur des valeurs particulières

D'après les chiffres que la Banque de Crédit roumain donne, dans son bilan de 1912, elle avait avancé sur des titres à la fin de cette année 14,5 millions de francs. Dans la même année, la Banque Agricole avait prêté sur valeurs d'Etat ou garanties par lui, 12,7 millions.

On peut conclure, en sachant que toutes les banques font ces opérations, que les avances sur titres accordées par les grandes banques roumaines ne dépassent pas une centaine de millions de francs annuellement.

C'est un chapitre qui doit se développer avec l'accroissement de la fortune mobilière roumaine et l'activité de la Bourse des valeurs.

*
* *

A côté des avances sur titres, on doit mettre encore deux sortes d'opérations : les comptes courants garantis par titres et les reports.

Le même motif qui nous a empêché d'analyser de plus

près les avances sur titres, nous arrête aussi quant aux comptes-courants garantis par des titres.

L'ouverture d'un pareil compte garanti par un dépôt de valeurs d'Etat ou d'actions, paraît se faire assez fréquemment depuis quelques années, car, les agriculteurs et tous ceux qui ont eu des capitaux disponibles, à la suite de la période de prospérité économique de 1909-1913, ont placé ces capitaux en valeurs mobilières. En les déposant à une banque ils se font ouvrir un crédit, qui une fois épuisé, transforme le compte-courant en une vraie avance sur titres.

Une grande partie des 69,1 millions de titres qui se trouvaient en dépôt à la Banque générale roumaine fin décembre 1912, doit être constituée par des titres servant de garantie à des comptes-courants. On peut juger de même pour les 68,7 millions : « dépôts de valeurs » de la Banque Marmorosch, Blank et Cie, pour les 57,4 millions de la Banque de Crédit roumain, et avec plus de certitude pour les 18 millions, « Avances en comptes-courants avec couverture » de la Banque Agricole.

L'opération, d'ailleurs, est très avantageuse pour les emprunteurs, car ils ne payent comme intérêt que la différence existant entre le taux de l'intérêt payé à la banque et l'intérêt produit par les titres eux-mêmes. Cette différence ne dépasse que rarement 3 %.

Quant aux *reports*, dont nous ne trouvons aucune trace dans les publications relatives à l'activité des banques, étant en relations étroites avec les transactions en Bourse, ils n'ont pas une importance appréciable à cause du peu d'activité de celle-ci. Le marché à terme est assez

rare à la Bourse des valeurs de Bucarest, il n'est pratiqué que par quelques spéculateurs sans grands capitaux. Les haussiers, qui voudraient reporter leur position à une liquidation ultérieure, ne trouvent que difficilement des capitaux disponibles à prendre leurs valeurs en report, car les banques craignent de ne pas pouvoir les exécuter, si la marge des garanties n'était pas suffisante, et de ne pouvoir vendre sans perte les valeurs laissées pour compte. De ce chef, l'activité des banques sur ce terrain et leur influence continue sur les cours des valeurs n'est pas importante. « Le report, dit M. Morarescu-Adria, varie d'après les conditions économiques générales, mais sur notre marché le taux du report est dans la plupart des cas très onéreux. » (1) Cette cherté des capitaux sollicités pour le report s'explique par les considérations exposées plus haut.

4. — Les banques et le change

Où le profit de l'activité des banques pour la vie économique générale apparaît tout-à-fait évident, c'est dans la question du change étranger.

En achetant les remises sur l'étranger des exportateurs et en les vendant ensuite aux importateurs, en tirant des chèques ou des traites sur leurs correspondants à l'étranger, les banques facilitent le paiement de nos dettes vers les autres pays et le recouvrement de nos créances sur ces pays. De cette façon, le numéraire, et le numéraire

(1) *Operatiuni de bursa si arbitragii*, p. 88.

or, n'est plus nécessaire, le paiement total se fait par compensation et n'aboutit que très rarement à un règlement en espèces.

Il ne faut pas oublier que l'insuffisance de l'or, en Roumanie, pourrait faire monter indéfiniment le « gold point » du change, parce qu'on ne peut pas trouver dans le pays la quantité d'or nécessaire pour faire le paiement des marchandises importées et des annuités de la dette publique.

Même si on vendait tous les produits roumains en or sonnante, le mouvement de cet or, de l'étranger à nous et d'ici à l'étranger, causerait tant de frais et de troubles dans l'activité économique, qu'on aurait vite fait tout le possible pour se dispenser de cet or toujours en voyage, et trouver une autre modalité de paiement.

Les banques ont très bien compris l'importance du change et la nécessité de l'arbitrage avec les places financières européennes, et elles se sont organisées le mieux possible, suivant l'exemple de la Banque Nationale, pour remplir leur mission économique. Une exportation toujours plus active leur a donné les éléments nécessaires pour leurs opérations (1). Elles ont si bien utilisé ces éléments que le change sur les places étrangères qui était en hausse de 15-25 %, il y a une vingtaine d'années,

(1) C'est bien entendu le facteur principal. En 1915, l'exportation étant impossible à cause de la fermeture des Dardanelles et des malentendus avec le bloc allemand, le change sur Paris et Londres s'est élevé à 20-30 % pour l'or ou les effets français, et de 25-30 % pour les billets ou effets anglais.

est fixé depuis l'intervention active des banques à peu près au pair.

Voilà le mouvement du change coté en francs (ou lei) à la Bourse de Bucarest. (*Chèques à vue, Bucarest donnant l'incertain*).

	1910	1911	1912	1913 (2)
Londres . . .	25.46 1/4	25.42 1/2	25.97 1/2	26
Paris (1) . . .	101.60	100.95	102.65	103
Berlin	124.70	123.92 1/2	126.47	127.25
Vienne	106	105.50	107.40	107.20
Bruxelles . . .	100.77 1/2	100.17	101.95	102.15

Les bénéfices tirés par les banques de ces opérations sont importants. D'ailleurs, sauf les commerçants et les spécialistes avisés, tous ceux qui veulent vendre ou acheter des billets des banques étrangères ou des chèques sur elles, sont toujours sûrs de perdre quelques points, car les banques abusent un peu, (ça se passe à peu près partout) (3), de leur situation en vendant toujours au-dessus du cours réel et en achetant toujours au-dessous de ce cours. Et cette différence dépasse de beaucoup une honnête commission.

(1) Il y a eu même des moments où le change sur Paris a été au-dessous du pair (99.50 ou 99.55).

(2) La hausse des deux dernières années est due aux troubles politiques dans les Balkans.

(3) Voir la « Semaine financière » du *Temps* (3 avril 1915) sur le change en Espagne.

Il faudrait bien corriger cet abus et ménager la confiance du public dans les banques et leurs opérations. Une telle confiance est nécessaire et utile pour attirer les dépôts et la clientèle.

5. — Les Banques et l'Industrie

Un si grand nombre d'affaires industrielles et commerciales d'une rentabilité garantie et élevée, attend une réalisation en Roumanie, que les banques ont dû — dès leur fondation — s'y intéresser. Possédant le capital, elles n'ont pas attendu que les initiatives particulières les sollicitent de financer une affaire toute préparée, mais elles ont pris elles-mêmes cette initiative créatrice. Elles ont suivi la méthode allemande, que maints de leurs directeurs connaissaient à fond, étant eux-mêmes allemands et anciens fonctionnaires des entreprises financières de l'Allemagne. Les capitaux qu'ils dirigeaient n'hésitaient pas, car ils étaient aussi allemands. Les grandes banques roumaines ont créé ainsi des sociétés pétrolifères, des industries chimiques et textiles, des sociétés de transports et des sociétés d'assurances, collaborant puissamment à l'industrialisation du pays.

Si on lit, par exemple, le rapport du conseil d'administration de la Banque Marmorosch, Blank et Cie, on voit que, en 1914, elle était intéressée dans les entreprises suivantes : Fabrique de sucre Chitila-Bucarest, première fabrique roumaine pour la décortication du riz, fabrique d'apprêt et de tissage de Bucarest, tissage de Iassy, fabrique de bière Luther, société anonyme d'importation

et d'exportation, société roumaine des chemins de fer Buzau-Neohiasi, Société d'assurances générales et enfin dans les sociétés de navigation sur le Danube qui n'ont pas encore commencé leur activité (1).

Les participations que cette banque a dans les dix entreprises citées sont des participations permanentes, car elle garde en portefeuille un nombre important d'actions et possède toujours des représentants dans les conseils d'administration de chaque entreprise.

Les autres banques ont aussi des participations importantes, et notamment la « Banque roumaine » qui depuis sa récente création s'est révélé être très active dans cette direction, lançant les sociétés de navigation maritime et fluviale, exploitant une grande minoterie à Galatz, etc.

Tous les bilans des banques ne donnent pas le chiffre clair des participations industrielles. Elles le cachent souvent sous le titre général « effets publics et actions, » ce qui nous empêche de connaître précisément le montant de leur participation. Mais, sachant que les banques ne peuvent pas se contenter du revenu de 5 % produit par les effets publics roumains, on peut déduire que la majeure partie du chapitre: « effets publics et actions » est formée par ces dernières.

D'autres banques passent les actions dans le porte-

(1) Nous sommes toutefois loin de l'intensité de la participation à l'industrie des banques allemandes. En 1911, la Deutsche Bank était représentée dans 134 conseils d'administration, Diskontogesellschaft dans 114, etc. Voir A. Huart, op. cit.

feuille. Toutefois, nous avons pu reconstituer, d'après les bilans de 1912, la situation suivante :

Participations industrielles des grandes banques.

Banques	Chiffres en millions de francs
Marmorosch, Blank et C ^{ie} (actions et participations)	8,7
Générale roumaine (fonds publics et participations)	4,6
De Crédit roumain (actions)	1,9
D'Escompte (effets publics, actions, fabriques)	3,5
Commerciale roumaine (titres et participations)	2,5
Roumaine	?
Of Roumania	?
	22,9

Le chiffre total des actions détenues par les banques doit être de beaucoup supérieur. Même en le prenant tel quel, il représente 33,4 % du capital des sept banques qui le publient. Les participations « avouées » du Crédit Lyonnais représentaient en 1909 seulement 3,2 % du capital versé (1).

Pour la banque Marmorosch, Blank et C^{ie}, prise à part, la proportion des participations, vis-à-vis du capital, est de 58 %. La Société Générale de Paris avait en 1904 des actions en proportion de 57,2 % du capital. Jugée un peu forte par certains spécialistes, elle l'est en réalité pour une banque de dépôts, comme la Société Générale. Quant aux banques roumaines, leur participation industrielle de 33,4 % de leur capital versé, n'est pas exagérée, — elle paraît plutôt faible, étant donné leur caractère de « banques à tout faire ».

(1) Dr E. Kaufmann, *La Banque en France*.

En dehors de la mise en portefeuille d'actions de sociétés industrielles, les banques font pour l'industrie d'autres opérations encore. Elles placent des actions dans le public et ouvrent des crédits, couverts ou non, à ces entreprises.

Le placement des valeurs industrielles est pour les banques françaises une des plus importantes opérations et notamment celle qui donne les bénéfices les plus élevés.

Pour les banques roumaines cette opération est seulement à son début. Car seulement depuis une dizaine d'années on a commencé à créer des grandes sociétés anonymes par la souscription publique des actions dans le pays. Avant cette date, le capital des sociétés anonymes était souscrit entièrement par les fondateurs, s'il n'était pas important. S'il atteignait un chiffre de quelques millions, comme par exemple les grandes entreprises pétrolières, la souscription était ouverte à l'étranger, les capitaux roumains étant considérés comme insuffisants et peu disposés à s'engager dans l'industrie. Les banques roumaines ne pouvaient donc prendre que très peu part au placement de ces actions.

Cependant les capitaux commençaient à s'accumuler dans quelques mains, et en même temps l'état d'esprit devenait favorable à l'industrie et à toutes les affaires.

La souscription pour la création de la Banque roumaine, — première entreprise d'une plus grande envergure, — ouverte en 1910, eût un succès prodigieux. L'élan étant donné le public souscrit avec le même empressement les actions de la Société communale des Tramways de Bucarest, les actions des petites banques

qui se constituaient en grand nombre à Bucarest et en province, les actions de la Société de Navigation Romania, etc., tout en couvrant en même temps l'augmentation du capital de la plupart des grandes banques. Même un emprunt public de la ville de Bucarest, d'un montant de 30 millions, fut souscrit par les capitalistes roumains, malgré le taux de l'intérêt (5 %) assez bas pour les conditions du marché financier roumain.

Les nouveaux capitaux placés dans différentes entreprises, pendant la période 1910-1914, ont atteint les importants chiffres qui suivent :

	Millions de francs
Emissions communales	66,5
Création de banques nouvelles et augmentation des capitaux	153,15
Entreprises pétrolifères	236
Entreprises industrielles et commerciales	228,32
Total.	679,52 (1)

Une partie encore de la souscription de ces 679 millions a été faite à l'étranger, surtout en Allemagne, pour les entreprises pétrolifères et bancaires. Néanmoins une quantité importante d'actions a été couverte en Roumanie avec la garantie et l'intermédiaire des grandes banques, qui, constituées en syndicat de garantie ou de prise ferme, ont aidé leur placement dans le public.

(1) Chiffres donnés par *La Bourse*, revue de Bucarest (1910-1915).

6. — Le problème du crédit industriel.

Après avoir procuré le capital nécessaire à la création de diverses entreprises, les banques ne considèrent pas leur rôle comme terminé. La méthode de lancer des sociétés pour s'en désintéresser ensuite n'est pas celle des banques roumaines. Elles gardent toujours dans leur portefeuille un nombre assez important d'actions pour se permettre une intervention efficace dans la direction des entreprises créées. Dans tous les conseils d'administration elles ont leurs représentants qui surveillent la marche de la société. Par l'ouverture des comptes-courants, elles leur viennent en aide chaque fois que ces entreprises ont besoin de numéraire.

Cette politique d'étroite collaboration, qui a donné ses preuves en Allemagne, ne s'est pas démentie en Roumanie. Elle est même indispensable pour la prospérité des jeunes industries qui ont toujours besoin d'un crédit éclairé pour aider à leur développement et à la conquête du marché.

Peut-on dire que le crédit industriel est suffisamment organisé en Roumanie par les banques et qu'on ne sent pas la nécessité d'un crédit spécial pour l'industrie ?

Il est bien vrai que les hommes entreprenants se plaignent assez souvent de la difficulté avec laquelle se décident les banques pour financer une entreprise même très bien étudiée et préparée, et ils citent un nombre d'affaires commerciales et industrielles, d'une rentabilité prouvée, qui attendent encore la réalisation.

« Nous souffrons en tout premier lieu — écrivait le

directeur de la revue financière *La Bourse* — du manque de capitaux pour la mise en valeur d'une quantité infinie de richesses aujourd'hui inertes. Le crédit indispensable à toute activité productrice est entouré aujourd'hui de tant de difficultés, que l'homme d'initiative est mis dans l'impossibilité de faire valoir sa puissance de travail et sa capacité, s'il n'a pas une certaine chance ou certaines relations. » Et il terminait en disant : « Un crédit industriel est plus nécessaire chez nous peut-être que partout ailleurs. »

Mais tous les intéressés ne peuvent pas concevoir un « crédit industriel » sans une participation déterminée de l'État qui devra apporter, sinon tous les capitaux nécessaires, du moins sa garantie et une série de privilèges. On a bien aidé, dit-on, le commerce par la Banque Nationale, l'agriculture par la Banque Agricole et les puissants établissements de crédit foncier, maintenant il est temps de venir en aide à la toute jeune industrie, si nécessaire pour la vie indépendante, politique et économique de la Roumanie.

Nous ne pouvons pas entamer ici le grave problème de l'industrialisation nécessaire des pays agricoles, mais reconnaissant qu'une certaine industrie leur est indispensable, ne serait-ce que pour la transformation des produits naturels du sol, tâchons de voir si l'État était bien inspiré en créant — avec ses ressources et ses concessions de privilèges — un Crédit industriel.

La question s'est posée aussi en France lors de la disparition des banques locales « mangées » par les grands établissements de crédits, à succursales multiples. Les

industriels réclamaient la création d'un « crédit industriel » par l'État, en soutenant que les nouvelles banques centralisées ne s'intéressent pas à l'industrie, ne participent pas au lancement d'industries nouvelles et ne facilitent pas la vie et le développement de celles déjà existantes et qui, notamment, avaient à mener une lutte si acerbé contre l'industrie allemande, puissamment secondée par son organisation bancaire.

Une abondante littérature a été écrite sur ce sujet (1). En effet, il paraît démontré que les grands établissements de crédit ne s'intéressent qu'à l'émission des titres d'État et des actions ou obligations des très grandes entreprises, parce qu'ils trouvent dans ces opérations des bénéfices importants, nécessaires pour le paiement de leurs énormes frais généraux. De ce chef ils méprisent toute participation à des industries d'une moindre envergure, qu'ils ne peuvent pas connaître ni encourager par un crédit spécial.

Plusieurs fois le problème a été soulevé devant le Parlement français et les discussions ont abouti à la déposition d'un grand nombre de projets de loi, dont quelques-uns, d'une ingéniosité méritoire, cherchaient en vain — à force de combinaisons souvent obscures — à couvrir les risques spéciaux du crédit accordé à l'industrie (2).

(1) Voir surtout : Lysis, *Contre l'oligarchie financière en France* et *Les capitalistes français contre la France*. Aussi Paul Domergue dans *La Réforme économique*, etc.

(2) Voir l'analyse des ces projets dans *La Banque en France*, par Dr E. Kaufmann.

Analysant un de ces projets qui avait pris comme modèle l'organisation du Crédit foncier de France, le député rapporteur M. A. Rostand, président du Comptoir National d'Escompte, disait :

« Les immeubles et propriétés, de quelque nature qu'ils soient, subissent parfois certaines dépréciations, mais leur évaluation est facile, et le Crédit foncier n'accorde qu'avec une bonne marge des avances sur ces gages, dont l'existence est assurée pour de très longues années. Rien de pareil pour l'industrie. *Toute industrie, si prospère soit-elle, peut être subitement bouleversée et même paralysée, par l'invention inattendue de procédés inconnus jusque-là et appelés à chasser de la circulation le produit fabriqué.* Les exemples de surprises de ce genre sont fréquents (tannerie, matières colorantes, etc.). Elle peut aussi être atteinte par la découverte d'engins ou de machines modifiant complètement les conditions d'exploitation d'une entreprise, par la hausse subite des matières premières, par la dépréciation inattendue des stocks en magasin, par le renchérissement forcé de la main d'œuvre, par les grèves, etc... — En second lieu si les grandes sociétés industrielles par actions, telles que les compagnies de gaz, de tramways, de mines, etc., ont des chances, pour bien de raisons, de mettre le plus souvent la main, par une intelligente séduction, sur des directeurs habiles et expérimentés, il n'en va pas de même de la moyenne et petite industrie dont il s'agit uniquement ici. — Celle-là est essentiellement personnelle. — Toute y dépend de la valeur professionnelle et morale de celui qui la gère et qui fata-

lement doit disparaître. Il faut insister sur ce point capital. »

Bien qu'imbu d'une méfiance, un peu trop poussée, dans l'industrie moyenne, ce jugement n'en est pas moins vrai dans son essence et démontre, sans réplique possible, qu'un crédit industriel fondé par l'État verra vite sa faillite, car l'intérêt direct du capitaliste, propriétaire ou commanditaire qui suit de près l'affaire, qui n'a à ménager personne et qui peut, par conséquent, prendre à temps les mesures de précaution nécessaires à la bonne marche de l'entreprise, manque complètement à l'État.

Le Crédit industriel de l'État ne pourra pas traiter toutes les affaires qui lui seront présentées avec la même indépendance, les influences politiques, toujours redoutables, ayant un champ d'action beaucoup plus libre que dans les Crédits fonciers, garantis par l'État, où l'existence d'un fonds bien à soi et impérissable, comme valeur, est la condition unique et inéluctable pour obtenir le crédit.

L'industrie créditée à long terme par l'État aura une tendance irrésistible à acquérir le monopole de la production et de la vente des objets fabriqués par elle, car ce sera l'intérêt de l'État d'éloigner toute concurrence qui pourrait mettre en danger le remboursement des capitaux prêtés.

Ainsi, cette industrie se trouvera à l'abri de toute concurrence ; elle réalisera d'importants bénéfices dûs à l'État, mais sans que celui-ci y ait une part, et elle deviendra à la longue routinière, tout en exploitant le consommateur par des prix élevés.

A cette situation, on doit préférer ou le monopole pur et simple, où le contrôle de l'opinion et du Parlement peut intervenir et où, au moins, les bénéfices reviennent entièrement à l'État, ou, mieux encore, la régie intéressée, qui a donné déjà d'assez bons résultats en Roumanie même et à peu près partout où elle a été introduite.

La conclusion est donc la suivante :

La création des affaires industrielles et leur développement par le crédit doivent être laissées à l'initiative et aux institutions économiques privées.

Mais on peut demander aux établissements de crédit qu'ils créent et qu'ils organisent sérieusement des bureaux d'études pour les questions industrielles et commerciales qui leurs sont présentées, comme en possèdent les banques allemandes et les banques d'affaires françaises.

Dans leur intérêt propre, les banques ne doivent pas hésiter à pousser à l'industrialisation du pays, parce que ce changement leur sera favorable. Car, il est bien établi que la quantité d'opérations financières à faire dans un pays avec une industrie développée est très supérieure à celle exécutée dans les pays simplement agricoles.

CHAPITRE IV

LES BANQUES MOYENNES ET PETITES

D'après la statistique de M. Chr. Staicovici, déjà citée, il y avait encore en 1912, en dehors de neuf banques à un capital supérieur à 5 millions, un nombre de 176 banques à un capital inférieur.

Celles-ci se divisaient ainsi :

Montant du capital versé	Nombre des banques	Total du capital en mille francs
Jusqu'à 100.000 francs. . . .	25	1.819
100.001 à 200.000 francs . . .	39	6.506
200.001 à 300.000 francs . . .	27	7.122
300.001 à 500.000 francs . . .	35	14.848
500.001 à 1.000.000 francs . .	34	26.490
1.000.001 à 2.000.000 francs . .	12	17.460
2.000.001 à 5.000.000 francs . .	4	12.113
Total.	176	86.358

Comparé à celui des neuf grandes banques, que nous avons étudié, le capital des moyennes et petites banques représente 45 % du capital total des banques roumaines. Cette faible proportion en rapport avec leur nombre vingt fois plus grand accuse une certaine concentration des capitaux dans les grandes banques. Cette concentration

nous la considérons comme nécessaire à l'établissement d'un crédit plus prompt et à meilleur marché, en Roumanie, pour les raisons que nous avons déjà exposées.

Le nombre des petites banques s'est accru très vite, dans les dernières années. De 41, chiffre donné par M. Thoma Dragomirescu, pour 1908, leur nombre a passé à 110 en 1910, à 150 en 1911, à 176 en 1912, et à 187 en 1913. L'augmentation la plus grande a été enregistrée dans l'année 1914, année où une fièvre financière sévissait dans le pays. De ce total, le groupement le plus nombreux et le plus puissant, par les ressources qu'il possède, est constitué par les banques qui ont un capital de 300.000 francs à 1 million. Il groupe 56 % du nombre et du capital total des petites banques, et est constitué par les banques qui conviennent le mieux aux petites villes de province, ce qui explique leur développement.

Peut-on comparer les petites banques roumaines avec celles que la doctrine française appelle des banques locales ? C'est un peu difficile. D'après M. Albin Iluart, les banques locales sont celles qui « ont pour objet d'accorder le crédit d'une façon locale, de développer les forces productives de la région et de faciliter les transactions commerciales locales par des prêts à court terme » (1).

Si les banques locales n'étaient que cela, les banques roumaines, dont nous nous occupons à présent, le seraient aussi. Mais le vrai caractère des banques locales qu'on a

(1) *L'organisation du Crédit en France*, p. 134.

opposé à celui des succursales des grands établissements de crédit, c'est le fait de s'intéresser à la création et au développement des entreprises industrielles moyennes. Car, en ce qui regarde le crédit d'escompte, il est accordé à de meilleures conditions par les succursales des grandes banques que par les banques locales. Cette participation active à l'industrie et à l'agriculture locale, qui se fait surtout par l'ouverture de comptes-courants à découvert et à long terme, seule supériorité et raison d'exister des petites banques, n'est pas entreprise par les banques roumaines, parce que leur capital est trop faible et leurs dirigeants n'ont pas la préparation financière et économique nécessaire.

Ces banques se contentent d'escompter les effets des petits commerçants ou des agriculteurs moyens et à accorder des prêts de consommation aux fonctionnaires de la ville (1).

C'est à peu près leur seule opération. Le solde des effets escomptés à la fin de l'année 1912 était de 199,5 millions, vis-à-vis de 251,5 millions pour les neuf grandes banques. Il est en augmentation de 50 millions sur le solde de 1911. Bien que, proportionnellement à leur capital, le chiffre des escomptes soit moindre chez les petites que chez les grandes banques, il manifeste néanmoins une tendance d'élévation qui bientôt fera disparaître cette infériorité. En analysant l'augmentation de l'escompte de 1911 à 1912, qui a été de 77,7 millions,

(1) Cf. G. D. Creanga, article cité.

on voit que la part des petites banques a été de 64 % du total, tandis que celle des grandes banques n'a été que de 36 %.

Cette importante participation au crédit commercial des petites banques est due en première ligne à l'accroissement des dépôts à fructifier faits chez elles, dépôts dont le chiffre croît chaque jour — de 1911 à 1912 l'accroissement a été de 26 millions — ce qui démontre l'enrichissement des classes moyennes et leur disposition favorable aux différents placements offerts par les banques.

Si on prend, par exemple, trois banques, dont une banque moyenne, travaillant à Bucarest (1), et deux petites banques de régions différentes, on voit que, pour la première, les dépôts qui étaient, en 1911, de 546.000 francs, s'élèvent, en 1913, à 844.000 francs. Pour les deux autres (2), qui avaient comme dépôts, en 1911, la somme de 971.000, ce chiffre s'est élevé, en 1913, à 1.549.000 francs, soit une augmentation de 61 % en deux ans. Ce progrès rapide est le même pour toutes les banques. Mais la proportion entre l'augmentation du chiffre des dépôts et celui des escomptes n'est pas encore suffisante, car le nombre des effets à escompter croît plus vite que celui des dépôts. Un grand nombre de banques sont ainsi obligées de réescompter leur portefeuille aux grandes banques de Bucarest. Trouvant toujours des effets à escompter qui dépassent leurs ressources, elles réescomptent les effets anciens aux grandes banques et gagnent 2.4 %

(1) La Banque Ilfoo, au capital de 3.000.000 de francs.

(2) La Banque de Muscel et la Banque commerciale de Bacau.

sur la différence entre l'intérêt payé par le solliciteur et l'escompte payé par elles à la banque centrale. En répétant cette opération cinq ou six fois par an, les petites banques arrivent à récolter des bénéfices bruts suffisants pour amortir les pertes causées par le crédit accordé en partie à des non-commerçants, pour payer d'importants frais généraux et pour distribuer à la fin de l'année des dividendes assez gros.

Le total des bénéfices nets obtenus par les petites banques en 1912 s'est élevé à 11,7 millions de francs, ce qui, pour le capital de 86,4 millions de francs qu'elles représentent, revient à un intérêt de 13,5 % (1). Ce bénéfice moyen, plus grand encore que celui des banques centrales, montre bien que le crédit est resté assez cher en Roumanie. Mais son prix apparaît être encore plus élevé si on regarde le montant des frais généraux de ces banques. De l'analyse de nombreux bilans, il résulte que les frais généraux, y compris les pertes, sont à peu près toujours au-dessus de 50 % du total du bénéfice brut.

Sauf les opérations d'escompte, les autres opérations faites habituellement par les petites banques ne sont pas importantes. Les clients qui veulent emprunter sur titres trouvent des conditions meilleures chez les grandes banques où, d'ailleurs, ils vont chaque fois qu'il s'agit d'un emprunt un peu considérable.

(1) Les bénéfices des petites banques sont généralement grands. Il n'est pas rare de voir dans leurs bilans des dividendes de 12 % et même plus. Elles prennent des intérêts qui montent quelquefois à 15 %, pendant qu'elles escomptent leur portefeuille à 5 %. (*La Bourse*, 20 février 1911.)

On peut observer chez les personnes qui ont des affaires importantes, une certaine réserve vis-à-vis des banques de province, auxquelles elles prêtèrent toujours les grandes banques, où des conditions plus favorables leurs sont offertes et où l'on garde mieux le secret des affaires.

Dans le jugement à formuler sur les petites banques, on doit prendre en considération le fait qu'il s'agit d'institutions tout à fait neuves, qui n'ont pu trouver du jour au lendemain, ni le personnel nécessaire à leur direction, ni un milieu économique préparé. Dans ces conditions, un crédit à bon marché était à peu près impossible. Le développement rapide de l'activité commerciale et industrielle, demandant toujours des capitaux neufs, faisait monter le taux de l'intérêt. Les banques n'avaient aucune raison de lutter pour qu'il descende ; mais, au contraire, elles devaient chercher à le maintenir le plus haut possible sans regarder les conséquences qui allaient découler de cette attitude et qui se résument dans le phénomène général de la cherté de la vie.

Toutefois, quand on se rappelle quelles étaient les conditions du crédit avant le mouvement qui a fait naître les banques, petites et grandes, on voit quel changement favorable pour le commerce et l'agriculture elles ont produit.

Mais un pays neuf, comme la Roumanie, n'a pas le loisir de regarder en arrière et de s'étonner du chemin si vite parcouru pour rattraper — obligation fatale et vitale — ses devancières. Cette marche doit s'accélérer encore, et c'est pour cela que nous n'hésitons pas à faire

toutes les observations critiques nécessaires susceptibles d'influencer un peu la direction et l'intensité de cette accélération.

Quant aux petites banques, tout en reconnaissant les services qu'elles ont rendus, et qu'elles rendront encore à la vie économique du pays, il faut remarquer que leur grand nombre et leur diffusion ne pourrait pas augmenter encore sans empirer les conditions du crédit.

Les petites banques de province doivent fusionner en banques régionales. Elles disposeront ainsi d'un plus grand capital, attireront plus facilement les dépôts, trouveront de meilleures conditions pour le réescompte et pourront même faire venir des capitaux étrangers — quand le besoin s'en fera sentir, — car leur puissance est la meilleure garantie et la plus sûre attraction.

Les banques de trois ou quatre départements, ayant une activité économique différente pour un emploi intense et continu des capitaux, doivent former une grande banque qui aura des agences dans chaque ville de leur région. Une centrale de ces banques à Bucarest jouera entre elles et envers les grandes banques de la capitale le rôle d'une *Clearing House* et le rôle du Syndicat des banques de province existant en France.

Telle devra être, dans les grandes lignes, leur évolution future.

CHAPITRE V

LES CAPITAUX ÉTRANGERS DANS LES GRANDES BANQUES ROUMAINES

1. — Généralités

Si en France s'est élevée la question de l'exode des capitaux français à l'étranger et si quelques grands établissements de crédit ont été violemment attaqués pour avoir fourni aux banques d'Outre-Rhin des centaines de millions de francs sous forme d'effets de commerce allemands « pris en pension », en Roumanie l'envers de cette question — c'est-à-dire le rôle des capitaux étrangers immigrés dans le pays — est à l'ordre du jour, surtout depuis l'éclatement de la guerre mondiale. Avec d'autres mots, c'est le problème des banques, qui ont été créées et qui travaillent avec des capitaux étrangers pour récolter des bénéfices et servir, dans le pays, les intérêts commerciaux et financiers de leur patrie.

La question est assez importante, car cinq des neuf grandes banques roumaines sont dans ce cas.

La plupart des capitaux qu'elles emploient sont d'origine allemande ou autrichienne, la participation du capital français étant — pour le grand désavantage des relations économiques franco-roumaines — minime.

Les représentants du capital étranger en Roumanie sont (1) :

La Banque Générale roumaine, fondée par les banques Diskonto-Gesellschaft et S. Bleichroder, de Berlin.

La Banque Marmorosch, Blank et Cie, dans laquelle sont intéressés : Pester Ungarische commerc. Bank de Budapest, Bank für Nandel und Industrie, de Berlin, et la Banque de Paris et des Pays-Bas, de Paris.

La Banque de Crédit roumain, créée par les banques R. R. Privat, Oester, Lander Bank et Niederoesterreichische Escomptgesellschaft de Vienne.

La Banque commerciale roumaine, où sont intéressées les banques Wilner-Bankverein et Anglo-oesterreichis Bank, de Vienne, la Banque de l'Union Parisienne de Paris, et le Crédit Anversoïis, d'Anvers.

Et enfin, *The Bank of Roumania limited*, qui a son siège central à Londres et emploie des capitaux anglais.

Plus de la moitié du capital total des grandes banques — exactement 55,3 % — est composée par du capital étranger. Mais au point de vue des ressources totales, qui, pour les neuf banques principales, s'élevaient, en 1913, à 814,2 millions, la part du capital étranger est plus forte, 515,3 millions ou 61 % du total. Mais tout ce capital — bien que conduit par des directeurs étrangers — n'est pas venu d'au-delà des frontières. Une certaine partie — impossible à préciser — est du capital roumain.

(1) D'après les indications de M. J. Raducanu, *op. cit.*

On peut donc affirmer que la proportion des capitaux étrangers dans les moyens d'exploitation des banques roumaines s'élève au-dessus de 50 %, proportion donnée dans une étude spéciale que nous avons déjà citée, par M. J. Raducanu.

Cette importante immigration de l'argent étranger dans la vie financière de la Roumanie, ne s'est pas fait par l'ouverture de succursales par les grands établissements étrangers. Ce système présentant beaucoup d'inconvénients, on en a choisi un autre plus pratique. Deux ou trois banques étrangères se sont entendues pour fonder en Roumanie une société anonyme roumaine pour le commerce du crédit. Celle-ci a été constituée et organisée d'après les lois roumaines. Dans les conseils d'administration un tiers (obligation imposée par l'art. 122 du code de commerce) et même plus des membres sont des roumains — généralement des hommes politiques disposant d'une influence considérable, — mais la direction et les fonctions importantes sont toujours occupées par des étrangers, qui ont suivi le capital sorti de leur pays (1).

Il est donc naturel que ces banques pensent d'abord aux bénéfices, ensuite aux intérêts de leur pays d'origine et seulement en troisième lieu aux intérêts spéciaux roumains.

« Nos banques, disait la revue *La Bourse* (qui est loin d'être un représentant du nationalisme économique

(1) Le même système a été employé en Italie où les grandes banques allemandes ont créé en 1880 le Crédit foncier italien et en 1894 la Banque commerciale qui a aujourd'hui un capital de 150 millions de francs.

roumain), ne sont pas destinées à s'occuper de ce qui nous plaît ou de ce qui nous est utile, attendu que la majorité des banques existant en Roumanie ne sont pas des banques roumaines, et ceux qui les dirigent sont des simples fonctionnaires qui ne visent qu'à réaliser un chiffre d'affaires plus élevé que le voisin, à obtenir l'approbation des chefs qui vivent au-delà des frontières, et aussi les tantièmes les plus élevés. »

En temps normaux l'action de toutes les banques est bienfaisante pour la vie économique, si elles n'abusent pas de leur monopole de fait, pour s'entendre tacitement à imposer des conditions onéreuses à ceux qui ont besoin de crédit. Mais, dès qu'il y a une crise dans le pays d'où le capital étranger est originaire, ce capital ne voit que l'intérêt qui l'attire là et se retire précipitamment pour s'y transporter, sans penser qu'il provoque sur la place quittée une autre crise, qui peut être très dangereuse.

Ce phénomène a été observé souvent en Roumanie, et s'il n'a pas produit des troubles économiques trop graves, c'est grâce à l'intervention vigilante de la Banque Nationale d'émission.

« Pendant la crise de 1913, — écrit M. J. Bibisescu, vice-gouverneur de la Banque Nationale, — la Roumanie spécialement a été tout-à-fait et d'un coup, privée des capitaux étrangers qui s'emploient habituellement dans les grandes banques et qui se retiraient dans une hâte fébrile et avec une insistance nerveuse » (1).

(1) Op. cit., p. 66.

Tout récemment le même fait se produisit.

Quand l'Autriche-Hongrie déclara la guerre à la Serbie et quand l'Allemagne demanda à la Russie la suspension de sa mobilisation, la panique saisit tous ceux qui avaient des fonds dans les banques. Bien que la Roumanie ne songeait pas à entrer en guerre, le même mouvement se produisit dans le public, et de tous côtés on demanda aux banques la restitution immédiate des dépôts et la liquidation des comptes courants créditeurs.

Les banques étrangères qui avaient des fonds placés en Roumanie furent les premières à les retirer. « Ce sont elles et surtout elles — dit le rapport du Conseil de la Banque Nationale — qui craignant l'inconnu, demandaient avec forte insistance la couverture des comptes » (1).

Les banques roumaines — malgré une encaisse suffisante pour les temps normaux — furent prises un peu à dépourvu par ces demandes imprévues. Pour faire honneur à leurs engagements elles s'adressèrent à la Banque Nationale, sollicitant le réescompte de leur portefeuille. Pour éviter la crise ou l'introduction du « moratorium », l'institution d'émission, qui disposait encore d'une marge suffisante, acquiesça à ces demandes et réescompta le portefeuille des banques. Le danger fut de la sorte évité.

La retraite précipitée des capitaux étrangers, bien qu'explicable, ne montre pas moins le péril qui est suspendu au-dessus de la vie économique roumaine. Serait-il inévitable

(1) Rapport du Conseil général de la Banque Nationale de Roumanie pour 1914.

pour tous les pays qui ont chez eux des capitaux d'origine étrangère ? Doit-on se dire que, si on veut profiter de leur intervention, on doit bien leur tolérer, dans des moments de panique, des retraits plus ou moins stratégiques ? Il paraît que oui, car on ne peut pas décider que ces capitaux soient tous placés à long terme dans nos banques. Le remède est autre part ; il consiste dans la multiplication et l'intervention de plus en plus puissante, dans l'économie nationale, des capitaux roumains conduits par des Roumains.

Dans la crise provoquée par la guerre mondiale et dans l'attitude des banques étrangères, lors de cette crise, nous trouvons une raison de plus pour soutenir l'idée émise plus haut. Car, dans ces moments, les dirigeants des capitaux étrangers ont ajouté à la préoccupation naturelle du gain, celle des intérêts spéciaux de leur pays d'origine. Ces intérêts, tout en étant très respectables, n'étaient pas moins contraires aux intérêts économiques roumains. Et le choix a été vite fait, ce sont ces derniers qui ont eu à souffrir.

Les banques à capital allemand et autrichien ont rapidement et largement profité de la faculté de réescompter leur portefeuille à la Banque Nationale, dont, avant la crise, elles n'usaient que dans une faible mesure (1).

Une fois qu'une quantité importante de numéraire en

(1) Seulement pour la Banque Marmorosch, Blank et C^{ie}, le chiffre du réescompte, pour 1914, est le double de celui donné par le bilan de 1913. De 5.3 millions de francs, il s'est élevé à 10.9 millions de francs.

billets de banque roumains — quantité qui diminuait d'autant le pouvoir d'émission de la Banque Nationale, si précieux alors, — s'est trouvée dans leurs mains, elle a été employée à l'achat de toutes les céréales disponibles pour le compte de l'Allemagne et de l'Autriche. Prétextant le retrait des capitaux étrangers, ces banques ont dégagé leur position en cédant leurs débiteurs à la Banque Nationale et ont employé les ressources ainsi libres à accaparer à des prix tout à fait inférieurs la production agricole qu'elles ont payé en papier. De la sorte, la nécessité d'envoyer de l'or, seul moyen de paiement admissible dans des moments pareils, a été contourné par les acheteurs étrangers. La Roumanie fut privée ainsi du métal dont elle avait grand besoin, soit pour le paiement de ses commandes à l'étranger, qu'elle ne pouvait pas faire par un contre-courant de marchandises, soit pour fortifier l'encaisse de la banque d'émission qui lui aurait donné plus d'élasticité.

Parallèlement avec l'opération qui a été décrite, les banques étrangères ont cherché à accaparer aussi les remises sur leurs pays pour élever le cours du change au-dessus de la hausse naturelle produite par les difficultés de l'exportation.

Les conséquences de ces agissements de patriotisme économique — contre les intérêts de la patrie roumaine — ont été assez graves.

Le cours du change sur l'étranger, faute de remises et faute d'or à envoyer, s'est élevé à des chiffres qui n'étaient connus jusqu'à présent que par les petites Républiques de l'Amérique centrale. L'agio sur l'or est vite apparu,

une prime de 10-20 % étant offerte depuis le mois d'octobre 1914. De l'environ du pair (1), les billets français de 100 francs et le chèque à vue sur Paris se sont élevés à 130 francs, les 100 marks allemands de 124,70 francs, cours habituel, montèrent à 130 francs et même plus.

Tous ceux qui avaient des paiements à faire à l'étranger subirent des pertes importantes — car le moratorium pour l'étranger n'a été introduit que très tard — et parmi ceux-ci l'Etat roumain qui, notamment, devait payer au comptant de grandes commandes nécessaires à sa préparation militaire.

Quand M. Vintila Bratianu, député, ancien gouverneur de la Banque Nationale, a donné le signal d'alarme dans quelques articles publiés par le quotidien de Bucarest, le *Viiitorul*, il était déjà trop tard. Une grande partie de céréales achetées avaient déjà passé la frontière sans laisser en échange la plus insignifiante quantité d'or, et l'accaparement des remises était déjà fait.

L'opinion publique, qui avant était favorable aux banques utilisant des capitaux étrangers, fut vivement indisposée, et l'idée d'une intervention plus active de l'Etat, dans la direction de la vie financière du pays, fut envisagée.

Une intervention directe de l'Etat, dans cette matière, nous paraît très difficile. L'argent a une sensibilité aiguisée qui le fait réagir immédiatement à toute atteinte portée à sa liberté. Et tant que nous aurons besoin de

(1) Le pair est de 100 lei=100 francs.

capitaux étrangers, on ne peut pas penser à un contrôle direct et efficace de l'Etat sur leur emploi.

Comme nous l'avons déjà dit, le remède à cette situation consiste dans le développement de la puissance d'action des banques roumaines et dans une surveillance plus compétente et plus active de la vie économique générale de la part des organes dirigeants, qui doivent être prêts à intervenir efficacement et à temps, chaque fois qu'un intérêt supérieur de la communauté roumaine est menacé.

2. — La participation des capitaux français

De l'analyse des capitaux étrangers employés dans les banques roumaines a ressorti l'infériorité de la participation française comparée à celle de l'Allemagne et de l'Autriche.

En effet, seulement deux banques d'affaires françaises sont intéressées dans les banques roumaines. Ce sont : la Banque de l'Union Parisienne, qui a souscrit au capital de la Banque commerciale roumaine, en compagnie de deux banques autrichiennes et une belge, et la Banque de Paris et des Pays-Bas qui est intéressée dans la Banque Marmorosch, Blank et Cie, en même temps qu'une banque autrichienne et une allemande (1).

(1) Sa participation, qui s'élève à 2 millions, date depuis le 30 octobre 1905, lors de la première augmentation du capital de la Banque Marmorosch, Blank. (Toma Dragomirescu, *Istoricul bancilor din Romania*, p. 15).

Nous ne pouvons pas connaître le montant exact de leur participation actuelle, mais elle est évidemment inférieure à celle des banques de Vienne et de Berlin. Par conséquent, l'influence sur la direction des banques est bien minime et l'appui que les capitaux français donnent au développement des relations commerciales et financières est très faible. Les importateurs ou les exportateurs français ne trouvent pas les mêmes facilités que leurs concurrents allemands ou autrichiens, les entreprises françaises en Roumanie sont de création et de vie plus difficiles que les entreprises concurrentes.

Le chiffre du commerce extérieur de la Roumanie avec la France s'en est inévitablement ressenti.

Pendant que l'importation des marchandises allemandes, qui représentait en 1899 une proportion de 27,3 % du total de l'importation roumaine, s'est continuellement élevée pour être en 1910 de plus de 34 % de ce total, la proportion des marchandises importées de France, qui était en 1899 de 6,65 % du même total, n'était en 1910 que de 6,3 %. Et pourtant tout le monde connaît la sympathie invétérée des consommateurs roumains pour tous les produits français, sympathie qui est exploitée par tous les fabricants allemands ou autrichiens, qui présentent leurs produits sous des noms et des étiquettes françaises.

En même temps, d'importantes entreprises allemandes — soutenues par les banques — ont mis la main sur la plupart des terrains pétrolifères roumains et sur un grand nombre d'industries à rendement élevé. Par intervalles, des essais timides des capitalistes français, pour la création de sociétés pour l'extraction et le raffinement du pétrole se

produisirent, mais la majorité ont échoué faute d'organismes bancaires dans le pays même qui auraient pu donner aux fondateurs tous les renseignements nécessaires sur les affaires et les hommes et qui auraient pris toutes les garanties indispensables.

Si, par exemple, les deux banques françaises : la Banque de l'Union Parisienne et la Banque de Paris et des Pays Bas, avaient fondé à elles deux une banque en Roumanie, les résultats, pour les relations commerciales franco-roumaines et pour le placement des capitaux français dans des entreprises aussi productives et sérieuses que les entreprises pétrolifères ou d'industrie métallurgique, auraient été bien meilleurs que ceux apportés par une participation séparée à des banques où la majorité des actions et toute la direction étaient allemandes ou autrichiennes.

Les banques françaises ont une politique d'expansion à l'étranger différente de celle des banques allemandes, politique qui n'a pas été changée, malgré ses mauvais résultats.

Pendant que le système allemand est de créer dans les pays où l'expansion commerciale et financière de l'Allemagne est possible, des banques à capitaux entièrement ou en grande partie allemands, en intéressant quelques indigènes influents, mais en se réservant toujours la direction, les banques françaises se contentent : ou de fonder des succursales directes, comme dans les colonies, ou de participer à un groupe financier international en vue d'exploiter un commerce de banque, sans s'intéresser de près comment ce commerce va être dirigée. La seule chose qu'on lui demande c'est de rapporter des bénéfices

« Cette politique peut être excellente, dit M. Albin Huart (1), comme affaire pour les groupes financiers; elle est déplorable, à notre avis, comme influence française. En effet, si cette sorte d'internationalisation bancaire a pour effet certain de ménager les susceptibilités locales, en même temps que de permettre l'entreprise d'affaires de plus grande envergure, il est incontestable aussi que l'exportateur français ne trouvera pas en elle tout le concours qu'il peut désirer pour faciliter l'élargissement du marché commercial. Si, tout au contraire, la banque créée en Roumanie, par exemple, est une banque exclusivement à capitaux français, ou dans laquelle capital indigène et capital français coopèrent, on comprend facilement que, par son caractère et les éléments qui l'ont constituée, elle soit à même de favoriser l'exportation française ».

Le développement de cette exportation et la conquête de certaines matières premières comme le pétrole, dont l'importance industrielle et militaire croît chaque jour, dépendent en première ligne d'une organisation spéciale du crédit. Il faut d'abord un crédit pour l'exportation, en France, qui aura pour but de subvenir aux besoins financiers des exportateurs français et faire toutes leurs opérations avec l'étranger et, ensuite, il faut créer des banques dans les pays acheteurs en collaboration avec les capitaux et les éléments indigènes compétents.

Ainsi, le commerce et la finance française auront des

(1) On n'en peut pas mieux parler. (*Organisation du Crédit en France*, p. 238).

informateurs, des surveillants et des collaborateurs sûrs et avisés pour toutes leurs affaires. D'autre part, les exportateurs pourront s'adapter, par l'intermédiaire de ces banques, aux conditions spéciales de crédit et à la façon spéciale de traiter les affaires de leurs clients, conditions qui, à présent, sont méconnues ou refusées, comme contraires aux habitudes françaises (1).

Quant à la Roumanie, elle préfère voir travailler chez elle les capitaux de plusieurs nations que d'une seule, même si la quantité de l'argent étranger employé reste la même. Son indépendance et sa liberté économique seront mieux assurées, les risques de crise, provoquée par le retrait subit des capitaux, étant de ce chef moindres.

(1) La Banque Franco-Serbe, fondée en 1900, à Belgrade, sur ces principes, a donné de très bons résultats.

CHAPITRE VI

LE RENDEMENT DES BANQUES

A commencer par la Banque Nationale qui, d'après le dernier bilan, a produit un bénéfice net de 37 % sur le capital versé par les actionnaires, à peu près toutes les grandes banques roumaines récoltent chaque année des dividendes qui, sans être aussi élevés que ceux de l'institut d'émission, sont presque toujours supérieurs à 8 %. Dans un tableau dressé par M. Dr G.-D. Creanga dans son livre — que nous avons déjà maintes fois cité — (p. 267), de 41 banques notées : 8 banques ont donné, en 1908, un dividende de 5-8 %, 16 de 8-10 % et 17 de 10-15 % (1). Mais il ne faut pas confondre ces chiffres, assez satisfaisants d'ailleurs, avec les bénéfices nets des banques qui représentent leur profit réel. Ces derniers comprennent tout l'excédent des revenus d'une

(1) En 1913, la Banque Générale et la Banque de Crédit ont distribué un dividende de 12 %, la Banque Marmorosch un de 11 %, la Banque Agricole 9 %, la Banque d'Escompte et la Banque commerciale 8 %, et la Banque Roumaine — qui est la plus jeune — seulement 7 %.

entreprise après la défalcation de tous les frais, tandis que le dividende n'est que la somme d'argent distribuée en fait aux actionnaires, après que des sommes souvent très importantes ont été attribuées au fonds de réserve et aux divers conseils de l'entreprise. Les dividendes sont donc toujours inférieurs aux bénéfices nets réalisés.

Pour l'ensemble des neuf grandes banques, que nous avons étudiées de près, les bénéfices nets (déduction faite de tous les frais, amortissements et même des sommes destinées à des fonds de réserve occultes) ont été en 1912 de 12,8 millions de francs, ce qui vis-à-vis de leur capital, qui à la même date était de 106,2 millions représentent un taux de 12 %. Ce chiffre est satisfaisant, car il est supérieur de deux points aux bénéfices produits habituellement par les quatre banques françaises dont nous avons déjà parlé. Il est deux fois plus grand que le taux de l'intérêt commercial reconnu juste par la loi.

Une sage politique de l'augmentation continuelle des réserves, inaugurée par la Banque d'Emission, dont le fonds de réserve est aujourd'hui trois fois plus grand que son capital, fait que la plupart des banques retranchent une partie de ces bénéfices nets pour constituer le fonds de garantie de la banque et de la constance de ses dividendes. Ainsi les fonds de réserve de huit banques (la The Bank of Roumania Ltd ne donnant pas les chiffres de ce chapitre) étaient en 1913 de 39,6 millions de francs ce qui représentait, à cette date, 31 % du capital.

Pour la constitution du fonds de réserve, les banques ont toujours dépassé l'obligation imposée par l'article 184 du code de commerce roumain qui dit : « Sur les béné-

fices nets de la société (anonyme), il sera prélevé, chaque année, au moins un vingtième pour la constitution d'un fonds de réserve. » Cette obligation cesse quand le fonds a atteint un cinquième du capital social (1).

*
* *

Le coefficient d'exploitation des banques à succursales multiples est apprécié par M. A. Huart à 50 % de leurs bénéfices bruts, tandis que celui des banques qui, recherchant moins les dépôts, font plus d'opérations financières, est fixé par le même auteur à 17 % (2).

Quel est ce coefficient pour les banques roumaines ? Quels sont, avec d'autres mots, leurs frais généraux ?

En 1911, le total des frais généraux, y compris les dotations des fonds de réserve occultes, s'élevait, pour sept grandes banques qui les publient, à 10,6 millions de francs, tandis que les bénéfices nets, pour les mêmes banques, n'étaient que de 8 millions de francs. Donc, 54 % des bénéfices bruts sont engloutis par les frais généraux. Le chiffre est, par conséquent, bien au-dessus du coefficient le plus élevé donné par M. A. Huart. Il dépasse même le coefficient des grandes banques allemandes à succursales multiples, fixé par M. E. Kaufmann à 40,8 % pour la Deutsche Bank, et à 43 % pour la Darmstadter Bank (3). Il se rapproche plutôt de celui de la banque française « la Société Générale », dont les frais généraux

(1) La loi française du 24 juillet 1867 limite le fonds de réserve obligatoire au dixième du capital.

(2) *Op. cit.*, p. 119.

(3) Dr E. Kaufmann, *La Banque en France*.

réels, considérés comme extraordinaires par le même auteur, s'élevaient à 64 o/, des bénéfices bruts.

Comment expliquer, pour les banques roumaines, l'élévation hors mesure des frais généraux ? N'ayant pas de nombreuses succursales, qui demandent des dépenses fort élevées, comme les grands établissements de crédit de Paris ou d'Allemagne, ne possédant pas un portefeuille de valeurs mobilières susceptibles de pertes en raison de la baisse des cours à la Bourse, ne payant pas, comme nous allons le voir, des impôts trop lourds, on ne peut expliquer cette exagération des frais généraux qu'en l'attribuant, pour une part, à l'amortissement d'un nombre important de créances non acquittées et à la création de fonds de prévoyance dont on ne connaît pas très bien l'emploi, et, pour le reste, aux grosses commissions et gratifications payées pour les différentes affaires apportées à la banque.

Pour préciser un peu ces idées, nous transcrivons la distribution des bénéfices bruts obtenus par la Banque Marmorosch, Blank et Cie en 1914 :

Fonds de prévoyance pour créances douteuses et pertes	301.425
Pertes sur effets publics et actions résultant de la baisse des cours	117.996
Salaires, loyers, tantièmes, gratifications . . .	1827.131
Report de 1913	353.063
Bénéfice net pour 1914.	4.750.675
	6.750.675 (1)

(1) Les frais généraux de la Banque Marmorosch, Blank et Cie sont proportionnellement inférieurs à ceux des autres banques.

Le bénéfice net étant pour la majorité des grandes banques de plus de 12 %, on peut se demander s'il n'est pas trop exagéré. Même en considérant que le taux de l'argent en Roumanie est plus haut que celui des pays plus riches en capitaux, comme la France, l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, l'Allemagne, etc., on ne peut pas reconnaître comme tout à fait juste un bénéfice qui est trois fois plus élevé que l'intérêt que l'État paye pour ses emprunts. Et, quoique nous sachions très bien que « le crédit ne se commande pas », nous nous demandons s'il n'est pas temps que les banques diminuent, au moins le taux de l'escompte du bon papier commercial, et, notamment, de celui présenté par les petites banques, et que l'on accorde un crédit moins usurier aux agriculteurs.

Une baisse du taux de l'escompte rendra l'activité économique plus intense et la vie moins chère.

CHAPITRE VII

LE RÉGIME FISCAL DES BANQUES

« Tout individu roumain ou étranger qui exerce un commerce dans les principautés roumaines — dit l'article 1^{er} de la loi sur les patentes du 27 mars 1865 (1) — est soumis à la contribution des patentes, » qui « est une taxe fixe annuelle régulière fixée par les tableaux A, B et C annexés à la loi. »

Les opérations de banque et de change étant considérées — d'après l'article 3 du code commercial roumain — comme des actes de commerce, et ceux qui s'y emploient habituellement comme des commerçants, il s'ensuit que les sociétés, anonymes ou non, de banque et les banquiers, sont soumis au paiement de la patente.

Le montant de cette contribution est fixé par le tableau B, annexé à la loi du 21 mars 1877. Dans l'énumération des divers commerces on y trouve : « Banque, établissement autorisé par le gouvernement, doit être imposée à une taxe de 0,50 centimes pour chaque mille francs de capital, jusqu'au maximum de 5.000 francs. »

(1) Modifiée en 1877, 1882, 1892, 1896, 1899, 1901 et 1903.

Dans cette catégorie il n'y a que les banques, qui ont été créées par une loi, comme la Banque Nationale de Roumanie, la Banque Agricole, le Crédit foncier rural, les Crédits urbains, la Caisse rurale, et le Crédit viticole, si elles n'ont pas été exemptées par une disposition législative spéciale, ce qui est le cas de la plupart.

Toutes les autres banques, qui peuvent être créées sans aucune autorisation du gouvernement, car la création des sociétés commerciales de toute sorte n'est plus soumise à l'autorisation préalable, sont imposées d'après le tarif suivant :

« Banquiers, faisant des opérations dans le pays et à l'étranger, six classes (établies d'après la population de la ville où ils ont leur siège principal) » c'est-à-dire : 1.400, 1.200, 900, 600, 400 ou 300 francs, correspondants aux villes d'une population de : au-dessus de 100.000 âmes, de 50 à 100.000, de 25 à 50.000, de 15 à 25 000, de 3.000 à 15.000, et au-dessous de 3.000 âmes.

Les banquiers qui font des opérations de crédit et de change à l'intérieur du pays seulement, ne payent que 900, 800, 700, 500 ou 200 francs par an.

En dehors de ce droit fixe, les banques ou les maisons de change, qui ne sont pas des sociétés par actions, doivent payer à l'Etat, d'après la loi sur la patente des banquiers du 23 décembre 1899, les droits suivants, établis par les commissions de recensement financier, qui se réunissent tous les cinq ans.

Les banques sont divisées en cinq classes, la place de chaque maison étant déterminée d'après l'importance du

capital, l'importance des affaires et de la ville où elles font leurs opérations.

Ces droits proportionnels sont : pour la première classe, 25.000 francs; la deuxième, 15.000; la troisième, 10.000; la quatrième, 5.000; la cinquième, 2.000 annuellement.

Les succursales de ces maisons de banque sont imposées à la patente fixe de première classe — 1.400 francs ou 900 francs annuellement — et en plus à un droit proportionnel de 10 % de la valeur locative de l'immeuble qu'elles occupent.

Craignant que les droits proportionnels ne soient pas trop onéreux pour les banques, qui pour une raison ou autre ne font pas de bénéfices, l'article 2 de la loi donne aux patentés le droit de payer — à la place de ces droits fixés par les commissions financières — un prorata de 5 % du bénéfice net, calculé d'après les normes de l'article 3 de la loi, que nous verrons tout de suite, en parlant des droits proportionnels auxquels sont imposées les sociétés par actions, faisant le commerce de banque.

Ces sociétés par actions, anonymes ou en commandite, doivent payer, d'après l'article 3 de la loi du 23 décembre 1899, 5 % du bénéfice net, constaté par le bilan de l'année précédant celle où l'imposition est faite.

Pour éviter des fraudes possibles faites par une interprétation défavorable pour les intérêts du fisc du mot « bénéfice net », la loi détermine précisément ce qu'elle veut en entendre.

« Par bénéfice net, dit l'article 3, on comprend le bénéfice qui est distribué, n'importe sous quelle forme, aux actionnaires, aux fonds de réserve, à la direction ou

au conseil d'administration. On excepte ce qu'on prélève pour le fonds d'amortissement.

Mais cette définition rigoureuse n'aurait pas empêché les fraudes des banques si la liberté absolue leur avait été laissée pour la composition des bilans. Il fallait donner aux agents du fisc la possibilité de contrôler la vérité de ces bilans.

Ce droit, l'article 2 de la loi le leur accorde. « Le fisc, dit-il, est en droit de contrôler l'exactitude des bilans d'après les registres commerciaux des sociétés ». On ne pourrait pas assez insister sur cette heureuse disposition qui permet un contrôle efficace — et désintéressé — des bilans des sociétés anonymes qui sont aujourd'hui — même pour les actionnaires qui y ont mis des capitaux importants — de vraies énigmes.

Tout en garantissant le fisc contre des fraudes toujours possibles, elle pourrait rendre de grands services au public et à tous ceux qui s'intéressent à l'activité économique, si les rapports des contrôleurs étaient publiés. Malheureusement, jusqu'à présent, nous n'avons vu aucun de ces rapports, ni n'avons entendu dire que le contrôle permis par la loi ait été sérieusement exercé.

Les banques roumaines, comme toutes les autres d'ailleurs, défendent bien leurs secrets. On verra dans le chapitre suivant qu'elles peuvent être les conséquences de cette attitude.

Les succursales des banques par actions sont soumises seulement à la patente fixe de 1.400 ou 500 francs par an, suivant qu'elles appartiennent à une centrale qui fait ou non des opérations avec les pays étrangers.

Quel régime fiscal est appliqué aux sociétés de banques étrangères qui ouvriraient des succursales ou des agences en Roumanie ? (1)

C'est tout à fait le même que celui appliqué aux banques roumaines. Leur première succursale devra payer les mêmes droits fixes et proportionnels qu'une banque indigène. Les autres agences seront assimilées aux succursales des banques roumaines.

On ne peut pas dire que le régime fiscal des banques roumaines est très rigoureux. Si on analyse, par exemple, le bilan pour 1914, de la Banque Marmorosch, Blank et Cie, on voit d'abord qu'il n'est pas composé d'après les indications de l'article 3 de la loi du 23 décembre 1899, car le bénéfice net n'est pas clairement établi. Dans le compte des profits et pertes on confond dans le même chapitre les salaires et les loyers qui doivent être déduits du bénéfice brut, étant des dépenses normales, avec les tantièmes à la direction et les gratifications aux fonctionnaires qui ne sont pas des dépenses, mais bien des éléments du bénéfice net. De même, on voit un chapitre : « Fonds de prévoyance pour créances douteuses et pertes » qui n'est, en réalité, qu'un fonds de réserve qui est aussi, d'après la même loi, un élément du bénéfice net. Par conséquent, le chiffre des bénéfices nets,

(1) Jusqu'à présent, malgré l'importance du mouvement financier entre la Roumanie et l'étranger, il n'y a qu'une succursale directe d'une banque étrangère. C'est la The Bank of Roumania; on sait que cette société a son siège principal en Roumanie, la centrale de Londres n'étant constituée que de pure forme.

sur lesquels s'exerceront les droits proportionnels du fisc, est inférieur à la réalité.

Le prenant, tel que le bilan (1) le donne, c'est-à-dire 4.474.123 francs, on voit que la part de l'État est la suivante :

Droit fixes pour le siège centrale et les six agences.	9.800
Droits proportionnels de 5 % sur les bénéfices nets.	229.306
Total payé à l'Etat.	239.106

La banque paye donc à l'Etat seulement 5,3 % de ses bénéfices nets. Nous sommes très loin des sommes payées par les banques françaises à l'Etat, droits qui montent de 12-14 % des bénéfices bruts. Car celles-ci payent, en dehors d'un droit fixe de 3.000 francs pour Paris, un droit proportionnel de 10 % sur le loyer des locaux occupés et une taxe progressive dont le taux varie avec le nombre des employés. Cette dernière taxe s'élève actuellement à 475 francs par employé, dans les établissements qui ont plus de 1.000 fonctionnaires (2).

Il ne faudra pas oublier cette taxation minime des banques, quand il s'agira de trouver de nouvelles ressources pour couvrir les dépenses toujours croissantes du budget roumain.

(1) A-t-il été comparé par les agents du fisc avec les registres de la société ?

(2) Cf. Kaufmann, op. cit.

CHAPITRE VIII

LA QUESTION DES BILANS

Bien que les sociétés anonymes soient en principe des entreprises privées, maîtresses de leur capital et de leur action, et que, en Roumanie et presque partout (1), il n'y ait plus besoin d'aucune autorisation préalable du gouvernement pour les créer, l'État n'a pas pu se garder de toute intervention dans la création et le fonctionnement de ces sociétés, et a mis dans le code de commerce qui les régit, des obligations d'ordre public qu'elles ne peuvent pas transgresser sans s'attirer certaines sanctions. « Le contrat de société devient ainsi, dit M. E. Thaller, un contrat d'une nature solennelle inaccoutumée (2). »

Cette intervention importante était demandée par la forme de la société anonyme, forme qui donne aux organes dirigeants le pouvoir de disposer d'un capital souvent énorme, sans que ses propriétaires puissent suivre de près son emploi.

(1) La Russie, la Hollande et l'Autriche gardent encore l'obligation de l'autorisation préalable.

(2) *Traité élémentaire du droit commercial*, p. 277.

Le souci de la bonne et correcte gestion de l'argent des actionnaires a donc conduit le législateur à prendre des mesures telles que : 1^o une large publicité de tous les actes créateurs et modificateurs de la société ; 2^o une garantie spéciale demandée aux administrateurs ; 3^o la limitation des emprunts qu'elles peuvent faire par l'émission d'obligations ; 4^o la publicité du résultat de l'activité annuelle de la société ; 5^o l'obligation de la création d'un fonds de réserve, etc. (1).

Toutes ces dispositions doivent être rigoureusement observées par les personnes dirigeant les sociétés, qui sont responsables envers les actionnaires et la loi, sans en pouvoir être dispensées.

Analyser en détail l'intervention de l'Etat dans l'organisation des sociétés anonymes serait plutôt l'œuvre d'une étude juridique.

Nous voulons insister seulement sur l'obligation imposée à toutes les sociétés anonymes de rédiger et de publier une fois par an, le compte rendu de la situation et de l'activité de la société.

Ce compte rendu annuel, appelé bilan, remplace le rapport journalier, hebdomadaire ou mensuel que tout chef d'entreprise privée exige de ses subordonnés pour connaître l'état de ses affaires. Mais tandis que ce rapport reste secret, le bilan des sociétés anonymes doit être publié, étant ainsi porté à la connaissance de tous les intéressés.

Qui sont ces intéressés, quand il s'agit, par exemple,

(1) Code de commerce roumain, art. 77, sq.

d'une banque ? Ce sont d'abord les actionnaires qui ont fondé la banque avec leurs capitaux et qui pour la plupart sont étrangers à sa direction, ce sont ensuite les personnes qui y ont fait des dépôts, ses créiteurs, ceux-ci qui veulent vendre ou acheter en Bourse des actions et des obligations, c'est le fisc qui doit imposer la banque sur la foi de son bilan, ce sont enfin les économistes officiels ou non qui s'intéressent à la gestion de la fortune nationale, pour pouvoir diriger sa marche vers un but favorable à toute la communauté.

La loi roumaine a parfaitement compris l'importance de ces intérêts. L'article 178 du code de commerce oblige les administrateurs des sociétés anonymes « à présenter aux censeurs, un mois au moins avant la réunion de l'assemblée générale, le bilan de l'exercice précédent avec les actes justificatifs, dans lequel ils doivent exposer clairement : *a*) le capital social réellement existant, *b*) les versements faits et ceux en retard, et *c*) les bénéfices réellement récoltés et les pertes éprouvées. » Mais pour que ce bilan puisse être facilement connu par tous les intéressés, dont nous nous sommes occupés, le même article ajoute une disposition importante, qui n'existe ni dans le code italien qui a servi de modèle au code de commerce roumain, ni dans la législation française. C'est la suivante : « Huit jours avant la réunion de l'assemblée générale le bilan de la société sera publié (1). »

(1) La loi ne dit pas où, mais nous croyons que cette publication doit être faite de la même manière que celle exigée pour tous les actes créateurs ou modificateurs de la société.

Pour les sociétés anonymes qui ont pour objet l'exploitation du crédit, l'obligation de rédiger et de mettre à la disposition des intéressés l'état des affaires, a été encore renforcée.

« Les sociétés qui ont comme principal objet l'exploitation du crédit, sont obligées — dit l'article 179 — à déposer au tribunal de commerce, dans les premiers huit jours de chaque mois, une situation sommaire du mois précédent, d'après un modèle établi par un règlement d'administration publique, situation certifiée conforme par un administrateur et un censeur au moins(1). »

Supérieure aux lois françaises et italiennes qui n'obligent pas les sociétés anonymes à publier leurs bilans dans des journaux, supérieure par l'obligation du dépôt de l'état sommaire mensuel au tribunal de commerce, supérieure aussi par la détermination des éléments que doit contenir le bilan et par le pouvoir de contrôle donné aux agents du fisc, la loi roumaine reste quand même inefficace, parce que ces admirables fonctions manquent de sanction.

Car, sauf l'obligation de la publication du bilan annuel huit jours avant la réunion de l'assemblée générale, disposition qui, si elle n'était pas remplie, attirerait — à

(1) La loi française du 24 juillet 1867, article 34, demande seulement aux administrateurs de « dresser chaque semestre un état sommaire de sa situation passive et active » qui peut être connu par les commissaires de la société. La publication des bilans n'est pas exigée annuellement. Il y a un projet déposé en 1903 qui répare cette lacune.

Cf. E. Thaller, *op. cit.*, p. 277.

notre avis — la nullité des décisions de cette assemblée, les autres obligations n'ont pas de sanction et sont, de ce chef, méconnues par les administrateurs des banques.

Aucun établissement de crédit ne dépose au tribunal de commerce l'état mensuel, aucun ne se conforme aux recommandations pour la confection du bilan, aucun ne subit le contrôle rigoureux des agents du fisc.

Dans ces conditions, on ne peut pas s'étonner quand on voit que tous ceux qui sont obligés de lire les bilans des banques roumaines sont unanimes à se plaindre de leur insuffisance et de leur diversité. Ils font d'ailleurs chorus avec la grande majorité des auteurs français qui ont eu à étudier les banques françaises.

« Les bilans des banques, dit M. Morarescu Adria, employé supérieur dans une banque roumaine, sont à très peu d'exception près, confus, sans les éléments comptables nécessaires, non conformes à la loi, avec la nomenclature des comptes confuse et fausse, sans aucun ordre (1).

Un économiste distingué, M. Dr I. Raducanu, dit lui aussi : « On pourrait dire que, généralement, les bilans de nos banques sont des labyrinthes dans lesquels, en se donnant beaucoup de peine, on ne peut voir que très peu. Et cette chose est exacte, non seulement pour les banques, mais aussi pour toutes les institutions de crédit. »

Nous ne sommes pas loin de l'appréciation de M. Raphaël Georges Lévy, qui disait à propos des ban-

(1) *Politica de banca*.

ques d'émission, ce qui explique peut-être sa douceur : « Les bilans ne livrent pas toujours du premier coup leurs mystères ; comme les manuscrits des siècles passés, ils veulent être déchiffrés avec soin ; nous comparerions même volontiers quelques-uns d'entre eux à des palimpsestes, dont la surface doit être enlevée, afin de laisser apparaître ce qu'elle recouvre et qui est infiniment plus précieux que l'écriture qui surchargeait l'ancien texte. » (1)

Mais y a-t-il une habilité si grande pour comprendre, par exemple, ce bilan de la The Bank of Roumania?

BILAN CLOTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 1912

ACTIF	en mille francs	PASSIF	
Caisse	8.031	Capital	6 509
Débiteurs en compte-		Créditeurs	28.852
courant, effets es-		Effets réescomptés à	
comptés et autres		la Banque Natio-	
valeurs	29.941	nale	1 972
Portefeuille commer-		Déposants de porte-	
cial en gage. . . .	6.863	feuille en gage . . .	6 868
		Bénéfice net	628
	44.816		44.816

Qui peut deviner ce qu'il y a dans le compte, dénoncé si vaguement : « Débiteurs » ? Et de même peut-on savoir si dans le compte « Créditeurs » il y a ou non des dépôts, il y a ou non des capitaux étrangers « en pension », ce qui a une grande importance quand on veut juger de la sécurité de la banque ?

(1) *Banques d'émission et Trésors publics*, p. XIV.

Lysis n'avait-il pas pleinement raison, quand il écrivait que les rubriques des bilans sont « des réservoirs hermétiquement soudés, dont nul ne peut dire le contenu » (1) ?

Cette insuffisance des bilans n'est pas du tout complétée par les comptes-rendus annuels du conseil d'administration et par les rapports des censeurs. Car ceux-ci, après avoir répété quelques « couplets » sur la situation économique générale, sur l'activité toujours satisfaisante des agences et du personnel, reproduisent sous différentes formes les chiffres publiés dans le bilan. Et l'assemblée des actionnaires, qui ne comprend presque rien à cette jonglerie de chiffres, s'empresse de voter le bilan tel quel, sans oser troubler par aucune question indiscrète les membres du bureau.

Il y a ici certainement une lacune que la loi doit faire cesser avant que des catastrophes financières, dont jusqu'à présent la Roumanie a été heureusement exemptée, se produisent.

La sincérité contrôlée et la publication mensuelle des états sommaires, assurées par des sanctions efficaces, seront suffisantes pour empêcher toutes les tentatives de spéculations ou d'affaires trop hasardées.

Des faits passés en France, comme la faillite de l'ancien « Comptoir d'Escompte » de Paris, produite le 5 mars 1899, cinq semaines après la réunion de l'assemblée générale qui avait voté de « cœur léger » le bilan présenté par le conseil, et avait distribué un dividende supé-

(1) *Contre l'oligarchie financière en France*, p. 23.

rieur à celui de l'année précédente, croyant que la situation était « grande et prospère » comme disait le rapport du conseil, tandis qu'en réalité la société était engagée pour 700 millions dans une désastreuse spéculation sur le cuivre, doivent nous faire réfléchir.

Et l'autre faillite, celle de la « Société des Dépôts et des Comptes-Courants », dont la vraie situation n'était même pas connue par les membres du Conseil, qui lui ont fait des paiements le matin même de la déclaration, et les quelques faillites de petites banques roumaines ne démontrent-elles pas l'insuffisance du contrôle des censeurs et de l'assemblée générale ?

Une nouvelle intervention de la loi dans cette question, serait d'autant plus justifiée que depuis quelque temps les dépôts en banque augmentent en Roumanie comme partout. La gestion de cette richesse nationale ne peut pas être complètement laissée à la bonne volonté d'un conseil insuffisamment contrôlé.

« La gestion de l'épargne concentrée dans les caisses de quelques établissements — dit M. E. Kaufmann (1) — a une importance économique si capitale, que non seulement les actionnaires, mais le pays entier est intéressé à ce que les bilans et les comptes rendus indiquent la situation exacte des établissements qui détiennent cette épargne. »

A ces paroles il nous suffit d'ajouter celles prononcées dernièrement au Parlement français, par M. A. Ribot,

(1) *La Banque en France*, p. 390.

ministre des Finances, auxquelles la gravité de la situation présente donne une extraordinaire importance. Après avoir rappelé que le moratorium a été nécessaire pour dégager les grands établissements de crédit de l'obligation de la restitution immédiate des dépôts et des soldes créditeurs des comptes, M. Ribot a ajouté :

« Nous aurons à voir, quand cette crise sera passée, quelles précautions il y aura lieu de prendre pour obliger les banques de dépôts à conserver des encaisses suffisantes, à ne pas faire d'immobilisations exagérées et aussi à publier des bilans qui fassent mieux apparaître leurs disponibilités et leurs engagements à vue. Car, par la direction qu'elles donnent à l'épargne publique, elles disposent d'une puissance considérable qui doit s'employer non seulement dans l'intérêt de leurs actionnaires, mais aussi dans l'intérêt de la France au dehors » (1).

*
* *

La situation actuelle des banques roumaines ne donne lieu à aucune inquiétude ; leur solidité a été prouvée par le fait d'avoir résisté à la crise économique provoquée par la guerre balkanique et à celle — beaucoup plus dangereuse — déterminée par une récolte médiocre et par la guerre mondiale. Mais n'est-ce pas un devoir de bonne politique économique de tout prévoir et de prendre toutes les mesures qui peuvent garantir le tranquille essor de l'activité d'un pays ?

(1) Discours publié dans *La Réforme économique*, du 1^{er} janvier 1915.

Une de ces mesures indispensables de garantie c'est la réglementation des bilans.

La commission financière belge, réunie à Bruxelles en 1893, a formulé les principes fondamentaux qui doivent servir de base à la confection d'un bon bilan. Le but du bilan est de mettre en évidence le rapport qui existe entre les disponibilités et les exigibilités. Par conséquent, le bilan doit avoir des chapitres bien distincts pour : 1^o l'actif qui est immobilisé ; 2^o l'actif réalisable : *a*) en court terme, *b*) dans un délai quelconque ; et 3^o l'actif disponible (caisse, coupons, etc.). A ces comptes actifs doivent correspondre les suivants : 1^o passif non exigible ; 2^o passif exigible : *a*) en court terme, *b*) après un délai quelconque et enfin 3^o le passif immédiatement exigible (dépôts, créditeurs en compte, etc.) (1).

Si on complète cette division et cette opposition logique avec le détaillage des comptes préconisé par M. E. Kaufmann qui demande : 1^o la division du portefeuille en effets sur l'intérieur du pays, effets sur l'étranger et acceptation des banques, avec l'indication de la durée moyenne ; 2^o un chapitre spécial pour les warrants ; 3^o la division du portefeuille valeurs en actions, obligations, participations de longue durée ; 4^o le groupement des comptes courants débiteurs d'après la nature des garanties ; 5^o la distinction entre les comptes de chèques et les comptes d'escompte ; 6^o la distinction des dépôts d'après leur terme, et, enfin, 7^o le développement du compte des

(1) Cf. Morarescu-Adria, *op. cit.*

profits, on peut espérer que le bilan, ainsi rédigé, est le miroir où se reflète la situation exacte d'une société.

Établi sur ces bases et contrôlé par des experts, comptables privés, comme en Angleterre, ou publics (en Roumanie les agents du fisc pourraient faire cette fonction, après une préparation suffisante), le bilan montrera exactement l'activité du conseil de la banque et la direction qu'il entend donner à la fortune — de plus en plus grande et anonyme — à lui confiée.

Depuis 1908, les grandes banques allemandes ont compris qu'elles n'avaient rien à perdre en satisfaisant les intérêts qui demandent des bilans sincères, clairs, détaillés et uniformes, et spontanément dans les délibérations tenues, lors de l'enquête sur les banques, sous la présidence du gouverneur de la Reichsbank, elles se sont engagées, en tant que membres de la chambre de compensations de Berlin, à publier leur bilan tous les deux mois, à partir du 1^{er} janvier 1909, et d'après un modèle uniforme, qui est entré en vigueur pour la première fois à la fin de février 1911.

Le nouveau règlement sur l'admission des titres à la cote de la Bourse de Berlin a même spécifié, que les banques qui ne se conformeraient pas à cet engagement ne pourraient faire admettre leurs actions à la cote (1).

Leur activité et leur prospérité n'a pas du tout souffert de cette publication, la nécessité de garder le secret

(1) *Le marché financier allemand*, G. Delamotte, p. 255.

des affaires n'existant que pour les banques qui veulent cacher des opérations de spéculation.

Jusqu'à présent, l'exemple des banques allemandes n'a pas été suivi par les banques roumaines, quoiqu'elles soient organisées d'après leur modèle, comme il n'a pas été suivi non plus, par les banques françaises malgré l'insistance de la majorité des économistes. Mais en France comme en Roumanie, la loi ne tardera pas à l'imposer (1).

(1) Il faut noter l'organisation de la société « Solidaritatea », constituée par toutes les banques roumaines d'Autriche-Hongrie. Elle contrôle l'activité des banques par des experts, indique les buts à atteindre, réglemente la concurrence. Ses décisions sont obligatoires pour les affiliées, sous peine d'exclusion de l'association, ce qui leur produit une grande perte de crédit. Voir A. Esca. *Organisation économique des Roumains de Hongrie*, dans *Les Annales des Nationalités*, n° 3, mai 1914.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Le milieu économique.	7
PREMIÈRE PARTIE. — Institutions de crédit mobilier privilégiées par l'État.	27
CHAPITRE PREMIER. — La situation financière en Roumanie avant la création d'une banque d'émission.	27
CHAPITRE II. — La Banque Nationale de Roumanie	33
1. Création et organisation	33
2. Emission de billets et couverture métallique	36
3. Administration intérieure et contrôle du gouvernement.	41
4. L'escompte du papier commercial	44
5. Le change	50
6. Autres opérations	54
7. La Banque et le Trésor.	57
CHAPITRE III. — La Banque Agricole	62
Autres institutions privilégiées	65
DEUXIÈME PARTIE. — Les banques commerciales.	67
CHAPITRE PREMIER. — Nombre et classification des banques.	67
CHAPITRE II. — Les grandes banques	78
1. Leur puissance, leurs ressources	78
2. Relations entre les ressources propres et les capitaux d'emprunt	83
CHAPITRE III. — Les opérations des grandes banques.	87
1. Chèques, virements, compensations	87
2. L'escompte	90
3. Les avances sur titres	96
4. Les banques et le change.	100
5. Les banques et l'industrie.	105
6. Le problème du crédit industriel	108

CHAPITRE IV. — Les banques moyennes et petites.	114
CHAPITRE V. — Les capitaux étrangers dans les banques.	121
1. Généralités.	121
2. La participation des capitaux français.	129
CHAPITRE VI. — Le rendement des banques en Roumanie	134
CHAPITRE VII. — Le régime fiscal.	139
CHAPITRE VIII. — La question des bilans.	145

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu :

Le Président de la thèse,

CL. TRUCHY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER
